PES

SOCIALISTS & DEMOCRATS

Changer les priorités :

Pour une société du bien-être

AVANT-PROPOS

Sergei Stanishev
Président du PSE

« Nous — socialistes et démocrates — devons garantir le bien-être des citoyens et veiller au progrès social et écologique, en ne laissant de côté aucune personne ni aucun territoire dans les transitions écologique et numérique. »

Lorsque nous avons pris cet engagement dans notre manifeste du PSE pour les élections européennes de 2019, nous avions encore en tête les conséquences de la crise économique de 2008. Pendant de nombreuses années, les politiques européennes ont été guidées principalement par des préoccupations économiques et financières et le PIB a été utilisé comme principal indicateur du bien-être économique et général. Cela reflète mal les conséquences durables de la crise, qu'il s'agisse de l'augmentation des inégalités, du chômage en hausse chez les jeunes, de la présence accrue de contrats précaires, des dégâts causés à l'environnement ou de la diminution de la confiance dans les institutions publiques, pour n'en citer que quelques-unes.

Lorsque la pandémie de Covid-19 nous a frappés au début de l'année 2020, elle a accentué de graves lacunes déjà existantes dans l'organisation de nos sociétés, dans la manière dont elles se soucient et prennent soin de nos populations vulnérables et des simples citoyennes et citoyens. Cette crise a confirmé à la fois la demande et la nécessité pour que les politiques publiques aillent au-delà des performances économiques globales pour prendre en compte la qualité de vie dans ses dimensions sociales, économiques et environnementales.

En tant que socialistes et démocrates, nous voulons nous concentrer sur ce qui prime pour les citoyennes et citoyens, à savoir leur qualité de vie. La vie des personnes est déterminée par une multitude de facteurs qui ne sont pas entièrement pris en compte dans un indicateur de production tel que le PIB. Prenons à titre d'exemple la santé, l'éducation, la protection sociale, l'air pur et l'accès aux espaces verts, la culture, les arts, la participation démocratique. C'est là qu'intervient la notion de bien-être. En effet, elle réunit le progrès social et écologique, tel que mis en avant dans le socle européen des droits sociaux et dans les objectifs de développement durable des Nations unies.

Nous voulons offrir aux personnes une solution claire pour un avenir durable et juste. Dans notre vision d'une société du bien-être, chaque individu dispose du droit et des conditions nécessaires pour développer son plus haut potentiel, se sentir responsabilisé et intégré à l'action publique. Le rôle de l'État-providence est d'aider toutes les citoyennes et tous les citoyens dans les moments difficiles ainsi que de les accompagner dans la réalisation de leurs projets. Il rassemble toute la population européenne autour d'un projet commun de société plus égalitaire, inclusive et durable. Telle est notre ambition, travaillons-y ensemble !

Agnes Jongerius
présidente du Réseau Europe Sociale du PSE

Le progrès social et la justice sociale sont des objectifs fondamentaux de notre famille politique et ils sont plus que jamais d'actualité. Pour la première fois de notre histoire récente, les perspectives des générations actuelles sont moins bonnes que celles de leurs parents. La pauvreté et les inégalités sont de nouveau en hausse. La Covid-19 n'a que trop bien montré que des années de politiques d'austérité ont eu pour conséquence que nos systèmes de santé étaient mal préparés pour faire face à cette pandémie. Cela remet en question les fondations de l'État-providence que nous avons bâti et est en contradiction avec la promesse de prospérité partagée de l'UE.

Le sentiment d'urgence à protéger notre environnement n'a cessé de croître dans l'opinion publique. La jeunesse européenne s'est mobilisée dans le cadre du « Friday for Future », montrant clairement qu'elle souhaite que nos sociétés deviennent plus durables. Parallèlement à cela, le mouvement des « Gilets Jaunes » rappelle que les coûts et les avantages de cette transition doivent être équitablement partagés pour susciter l'adhésion de l'ensemble de la population.

Ces enjeux sont complexes. Quant à la mondialisation, à l'évolution démographique ou aux transitions numériques, il n'existe aucune réponse politique simple. Pourtant, elles pèsent sur nos vies et doivent être abordées. En raison de l'ampleur des mesures à prendre, relever ces défis nécessite un effort collectif et un véritable projet de société.

C'est pourquoi, au PSE, nous voulons œuvrer pour une société du bien-être, où chaque individu peut jouir d'une bonne qualité de vie, dans le présent et dans l'avenir.

Nous sommes convaincus que cela peut servir de fil d'Ariane à notre action, que ce soit en matière de politique sociale, environnementale ou économique. Nous avons également la conviction de pouvoir y concilier politiques économiques et progrès social, durabilité environnementale et réduction des inégalités, une meilleure vie aujourd'hui et plus de justice intergénérationnelle. Nous avons la certitude qu'un tel projet pourra déclencher le ralliement de toutes et tous en Europe en vue d'un avenir meilleur.

Yonnec Polet
secrétaire général adjoint du PSE

Notre objectif, en tant que socialistes et démocrates, est de proposer des politiques qui améliorent la vie de chaque individu. C'est pourquoi nous sommes de fervents défenseurs d'États-providence forts, de services publics solides et de réponses collectives aux défis de nos sociétés. L'UE est actuellement confrontée à de nombreux défis qui exigent des réponses complexes. La pandémie de Covid-19 a souligné une fois de plus que nous ne pouvons plus agir « comme si de rien n'était ». Il est temps de revoir le mode d'organisation de nos sociétés et la nature de nos politiques.

Certes, l'économie est importante. Mais nous sommes persuadés que celle-ci doit être au service de la population et non l'inverse. Au lieu de se concentrer uniquement sur les outils financiers, les politiques européennes doivent également répondre aux aspirations sociales, environnementales et démocratiques de ses citoyennes et citoyens. Les personnes et l'environnement doivent être mis au cœur des décisions politiques. Fort heureusement, le bien-être de toutes et tous en Europe est déjà un des objectifs ancrés dans l'esprit de l'Union européenne.

C'est dans cet esprit que nous avons lancé une discussion en janvier 2020 au sein du Réseau pour une Europe Sociale du PSE afin d'identifier de nouvelles méthodes visant à garantir la durabilité inclusive à long terme de nos sociétés. Nous étions convaincus de la pertinence de nouvelles politiques et d'un nouveau modèle de prise de décision, qui instaureraient le bien-être de chaque individu comme point de départ et d'arrivée. Un mois à peine après le lancement de notre discussion, la pandémie de Covid-19 a frappé l'Europe et est venue renforcer nos convictions. Nous avons poursuivi nos échanges jusqu'à

fin 2020, permettant ainsi à cette période de crise de nourrir nos débats et de refléter l'évolution de la réalité sur le terrain. Au fil de cinq réunions du réseau PSE Europe sociale et de nombreux échanges écrits, nos partis membres, organisations membres, ONG et syndicats ont contribué à cette publication en y apportant leurs idées et leur expérience.

Les conclusions sont claires : Les inégalités, les changements climatiques, l'égalité des genres, la mondialisation, les changements démographiques, la numérisation et maintenant la pandémie de Covid-19 ne peuvent être résolus par les seuls individus. Ces défis appellent nos sociétés à changer et à s'adapter collectivement, ainsi qu'à indéniablement évoluer. Face à ces défis, nous devons proposer un nouveau modèle de société, une ambition collective à laquelle toutes et tous peuvent adhérer. Cette brochure est notre contribution pour identifier les moyens de parvenir à ce nouveau modèle, en attribuant au bien-être de nos citoyennes et citoyens la place qui lui est due en tant qu'objectif principal des politiques publiques.

THIS WORLD
FULL of HOPE
Let's BEGIN To
PROCEED With

DÉCLARATION DE LA PRÉSIDENCE DU PSE

Vers une société du bien-être. Proposition de programme pour l'après Covid-19.

Partout en Europe, nos sociétés sont confrontées à des défis multiples, complexes et, souvent, d'envergure mondiale: les changements climatique et démographique, les transitions numériques et des inégalités croissantes ne constituent que quelques-uns des nombreux phénomènes qui affectent nos vies. Face à ces défis, nous, les socialistes et les démocrates, sommes convaincus que **l'UE doit adopter une nouvelle vision et developper de nouvelles politiques en faveur d'une croissance durable et juste ainsi que du progrès social en Europe** afin de mettre la durabilité et l'humain au cœur de ses actions.

Lorsqu'elle nous a frappés de plein fouet au début de l'année dernière, la pandémie de Covid-19 a cruellement mis en lumière de grandes lacunes dans l'organisation de nos sociétés ainsi que dans leur manière de prendre soin et de protéger les citoyens vulnérables et ordinaires. Elle a montré de quelle façon les forces conservatrices exploitent une crise mondiale pour faire reculer l'égalité entre les femmes et les hommes et les droits fondamentaux. Elle a rappelé l'importance de disposer de filets de sécurité solides et de systèmes de santé publique efficaces, lesquels ont été mis à mal par des années de politiques d'austérité dans certains États membres. La crise est loin d'être finie et nous devons affronter ses conséquences. Cependant, le monde de l'après Covid-19 sera différent et se doit de l'être. La Facilité pour la Reprise et la Résilience sera bientôt en place et les États membres recevront de l'UE un soutien sans précédent pour sortir de la crise. Nous devons la mettre à profit immédiatement pour jeter les bases d'un avenir meilleur, capable de relever les nouveaux défis et tenant compte des nouvelles réalités. Ceci doit se refléter dans les plans de relance nationaux de lutte contre la Covid-19. Un simple retour à la normale n'est pas envisageable.

En juin 2020, le PSE a présenté nos propositions pour une Union de la santé, visant à s'assurer que les systèmes de santé publique de toute l'Europe soient prêts à faire face à l'imprévu, aujourd'hui et demain. Nous avons également présenté un plan complet pour aider les travailleurs et les entreprises à se remettre de la crise et à commencer à travailler au bénéfice de tous. **Voici notre proposition de programme pour l'après Covid-19.** En cette période de crise, il est temps de remettre en cause certains vieux dogmes et d'innover. Le progrès social et durable doit être la principale priorité de la relance.

Le bien-être de tous, en tant qu'objectif ultime de notre société, nous aidera à répondre aux besoins et droits individuels et à les inscrire dans une démarche collective plus large. Il nous aidera à apporter des réponses immédiates aux difficultés actuelles et à faire avancer nos sociétés vers un progrès de long terme.

Dans cette optique, le PIB ne peut demeurer la seule mesure de progrès. Bien trop souvent, les politiques publiques ont été motivées, mécaniquement, par des considérations économiques et financières, sans accorder beaucoup d'attention à leur impact sur la vie des citoyens. Nous devons sortir de ce mode de pensée étroit, qui confond fins et moyens.

Il n'y a pas de solution miracle pour y parvenir. En tant que socialistes, nous avons toujours défendu des États-providence forts, qui offrent des services publics solides, et des réponses collectives aux défis que rencontrent nos sociétés. Les inégalités, le changement climatique, la mondialisation, les changements démographiques, la cohésion territoriale et le dépeuplement des campagnes, la numérisation et maintenant la pandémie de Covid-19 sont des questions pour lesquelles les réponse individuelles ne sont pas suffisantes. Elles nécessitent que nos sociétés, collectivement, changent, s'adaptent et innovent. Selon nous, travailler au bien-être de tous est la raison d'être des politiques publiques (qu'elles soient sociales, environnementales, de sécurité, économiques ou financières...).

Au niveau européen, nous ne partons pas non plus d'une page blanche. **Le socle européen des droits sociaux, le pacte vert pour l'Europe, les Objectifs de développement durable des Nations Unies et la stratégie européenne d'égalité entre les hommes et les femmes sont autant d'outils dont nous disposons déjà pour œuvrer au bien-être de tous les citoyens.**

Dans son document de réflexion Changer d'objectif: Pour une société du bien-être, le réseau PES Social Europe Network présente certaines des mesures à prendre pour se diriger vers une société du bien-être:

- Nous voulons de bonnes conditions de travail et un bon équilibre entre vie privée et vie professionnelle afin de travailler pour bien vivre et non l'inverse.

- Nous voulons un enseignement public fort et un secteur culturel prospère pour permettre l'émancipation et la citoyenneté active de tous, hommes et femmes.

- Nous voulons un environnement sain et de nouveaux modèles économiques qui dépassent la simple recherche de profit, dans l'intérêt de tous et de la durabilité de nos sociétés.

- Au-delà de filets de sécurité, nous voulons un État-providence et des systèmes de santé forts capables d'aider les citoyens tout au long de leur vie, parce que nous faisons le choix de la solidarité.

- Nous voulons une Europe et une économie féministes qui mettent l'égalité entre les sexes au cœur de leur action et créent des conditions de vie et de travail égales pour les hommes et les femmes, dans toute leur diversité.

- Nous voulons une redistribution active de la richesse et non de simples politiques de ruissellement, car l'égalité est essentielle.

- Nous voulons des États régis par l'État de droit, qui impliquent étroitement les citoyens dans leurs décisions et garantissent à tous justice, égalité et sécurité.

Le bien-être de chaque citoyen et la cohésion sociale doivent devenir les nouveaux indicateurs de réussite des politiques. C'est la voie que nous souhaitons emprunter pour que les citoyens se sentent à partie de l'intervention publique et pour restaurer leur confiance dans les institutions et le débat démocratique. En plaçant le bien-être au centre de notre projet politique, nous voulons renouveler les promesses de progrès social et de prospérité partagée formulées par l'UE. Nous ferons en sorte que toutes les générations aient des perspectives positives et confiance en l'avenir, en tant qu'individus et membres d'une communauté plus large.

TABLE DES MATIÈRES

	Introduction : Le bien-être doit s'inscrire parmi les objectifs fondamentaux de l'UE	**10**
1.	**Vers une approche européenne du bien-être ?**	**12**
1.1	Le socle européen des droits sociaux et les ODD	**14**
1.2	Un pas en avant : l'économie du bien-être	**15**
2.	**Le PSE et le bien-être : une vision pour l'avenir de l'Europe**	**16**
2.1	Définir le bien-être	**17**
2.2	Le bien-être, un concept qui reflète nos valeurs fondamentales	**19**
3.	**De la théorie à la pratique : un programme progressiste pour le bien-être**	**21**
3.1	L'éducation et la culture, pour l'émancipation de toute la population	**22**
3.2	La sécurité matérielle pour une vie décente	**27**
3.3	Concilier vie professionnelle et vie privée	**34**
3.4	Une société pour tous les âges	**42**
3.5	Une économie féministe	**46**
	Changer de focus : Pour une société du bien-être Discours et chiffres	**50**
3.6	Des États-providence efficaces et solidaires	**55**
3.7	Au-delà des bénéfices : des modèles d'entreprise et de consommation alternatifs	**64**
3.8	Investissement social et fiscalité progressive	**68**
3.9	Un droit à et pour la nature	**72**
3.10	La démocratie : étendre les droits individuels par l'action collective	**78**
4.	**Le bien-être en tant qu'objectif central de l'UE : jeter les bases d'une gouvernance renouvelée**	**86**
4.1	La réponse de l'UE à la Covid-19 doit s'orienter davantage vers un modèle économique plus durable et plus équitable	**88**
4.2	Le bien-être devrait devenir le principe directeur d'un Semestre européen révisé	**90**
	Conclusion	**92**
	Annexe	**94**

www.pes.eu

www.facebook.com/PES.PSE

www.twitter.com/PES_PSE

www.instagram.com/PES_PSE

Parti Socialiste Européen
10-12 Rue Guimard
B-1040 Bruxelles
Belgique

INTRODUCTION : LE BIEN-ÊTRE DOIT S'INSCRIRE PARMI LES OBJECTIFS FONDAMENTAUX DE L'UE

« Maintenir et développer les droits de la personne humaine, au sein d'une société tout entière conçue et organisée pour le bien collectif, c'est la formule même du socialisme. »[1] – Léon Blum

Nous, socialistes, avons toujours ardemment défendu des États-providence forts offrant des services publics de qualité. Nous prônons aussi avec constance des solutions collectives aux défis auxquels nos sociétés sont confrontées. À une époque où les aspirations sont souvent perçues comme de plus en plus individuelles et où les structures collectives telles que les partis politiques et les syndicats séduisent de moins en moins, les défis collectifs ne se sont pas envolés pour autant. Les inégalités, les changements climatiques, la mondialisation, les changements démographiques, la numérisation et maintenant la pandémie de Covid-19 ne peuvent être résolus par les seuls individus. Ces défis appellent nos sociétés à changer et à s'adapter collectivement, ainsi qu'à indéniablement évoluer. Face à ces défis, nous devons proposer un nouveau modèle de société, une ambition collective à laquelle toutes et tous peuvent adhérer.

Pour répondre à ces enjeux majeurs et concilier les attentes collectives et individuelles, il faut, en termes simples, mettre en place des politiques qui améliorent le bien-être des individus et qui garantissent l'accès à une vie de qualité pour toutes et tous en Europe. Bien que nous ayons entamé notre travail à ce sujet avant que la crise de Covid-19 n'éclate, la question du bien-être n'en est que plus pertinente dans le contexte actuel. Le bien-être de tous et toutes devrait être notre première proposition et notre principal objectif lorsque viendra le temps de repenser et reconstruire notre société au lendemain de la pandémie.

Le bien-être est un vaste concept.[2] Il est souvent quantifié en demandant aux individus combien ils sont heureux. Le degré de satisfaction de chacun à l'égard de sa vie dépend de la qualité de vie, qui englobe des éléments tels que le niveau de santé physique et mentale, la sécurité, la vie de famille, l'éducation, l'emploi, un logement abordable et la liberté. Le bien-être se mesure également en fonction des autres individus et de leur environnement, par exemple par la qualité de leurs relations avec les autres, la qualité et la sécurité de leur environnement, la cohésion sociale et la sociabilité. Le bien-être des individus ne peut être dissocié de celui de la société tout entière, et va donc de pair avec progrès social, développement humain et durabilité.

Le bien-être est essentiel à la vision collective d'une société où toutes et tous sont respectés, valorisés, encouragés et soutenus dans leur émancipation et dans l'atteinte de leur potentiel et de leurs aspirations. Dans l'intérêt de l'ensemble de la société, le bien-être favorise l'égalité des chances pour tous, accueille les nouveaux membres et combat toutes les discriminations ou marginalisations fondées sur le genre, l'orientation sexuelle, l'origine ethnique, l'âge ou autres.

Le bien-être est traditionnellement considéré comme faisant partie de la sphère individuelle, une responsabilité personnelle dans laquelle la société et les états n'ont aucun rôle à jouer ni aucun mot à dire. Cependant, nous devons inverser cette tendance pour que le bien-être ne soit plus seulement un accessoire ou un effet secondaire positif des politiques en place. Il doit au contraire devenir leur principal objectif. En nous focalisant sur le bien-être, nous pouvons ainsi jeter les bases de sociétés meilleures et plus justes pour demain. Ceci permettra équitablement à chacun de s'épanouir et de mener une vie heureuse, tout en offrant la possibilité de construire sa propre définition d'une vie heureuse.

Au début de l'année, la crise de la Covid-19 a contraint les gouvernements du monde entier à prendre des mesures extraordinaires, jugées impensables quelques semaines auparavant. Au-delà de l'urgence consistant à sauver des vies et à enrayer la propagation de l'épidémie, il est déjà manifeste que les conséquences de cette crise seront profondes et durables.

Après dix ans de politiques axées sur l'austérité économique et fiscale, nos économies commençaient à peine à se relever de la crise financière lorsque la Covid-19 a mis nos systèmes de production et nos services partiellement en veille. Les indicateurs sociaux en ressentent encore les conséquences : Les inégalités, la pauvreté et le chômage continuent d'atteindre des proportions inacceptables dans de nombreux États membres.

Avant d'être mis à rude épreuve par cette épidémie, nos systèmes de protection sociale étaient encore aux prises avec les séquelles héritées d'années d'austérité aveugle.

Chaque crise met davantage en exergue les lacunes de nos modèles économiques et la nécessité d'une solidarité accrue au sein de nos sociétés, entre nos États membres et à tous les niveaux de gouvernement. Nous ne pouvons pas nous permettre de reproduire les erreurs du passé. Les inégalités sociales et économiques imposent déjà un lourd fardeau à l'Europe. Une réaction lacunaire à cette crise les exacerbera encore davantage et ébranlera non seulement nos sociétés, mais aussi les fondements de l'Europe ainsi que sa crédibilité.

Le moment est venu de proposer des mesures qui atténueront la crise en gestation ainsi que la vision qui préparera nos sociétés pour le futur. Nous devons nous apprêter à prendre des mesures audacieuses et à repenser l'organisation de nos sociétés dans un monde que la mondialisation, la numérisation et les changements climatiques ont chamboulé. Nous sommes à un tournant. Nos sociétés sont sur le point de changer, et nous devons nous assurer qu'elles le font pour un mieux.

Nous sommes convaincus que l'amélioration du bien-être de toutes et tous en Europe doit être une priorité transversale pour l'UE et ses États membres. Il convient de le refléter dans les priorités et les politiques de l'UE et à tous les niveaux de gouvernance dans chacun de ses États membres. L'action de l'UE ne peut être guidée par les seuls indicateurs macroéconomiques. Le bien-être, objectif fixé par Traité, doit être placé au premier plan des ambitions de l'UE pour les années à venir.[3]

Plus que jamais nous nous engageons à « garantir le bien-être de la population et à veiller au progrès social et écologique, en ne laissant de côté aucune personne ni aucun territoire dans les transitions écologique et numérique. »[4]

1 VERS UNE APPROCHE EUROPÉENNE DU BIEN-ÊTRE ?

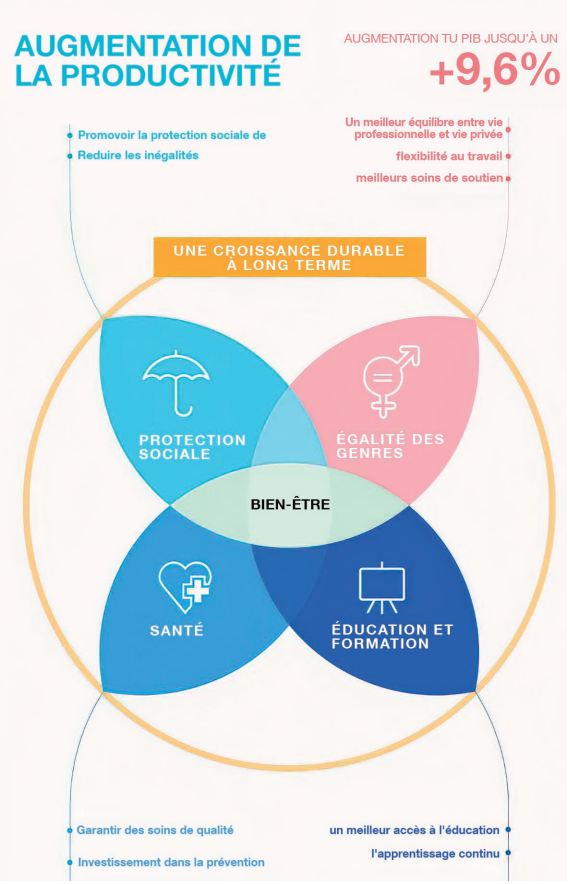
L'article 3 du Traité sur l'Union européenne est bien clair à ce propos : « L'Union a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples ».

L'objectif principal de l'intégration européenne n'est pas seulement de stimuler la croissance économique, mais aussi de garantir le bien-être des populations. Par ses politiques, l'UE devrait s'efforcer de garantir des retombées positives sur la santé publique, l'environnement, la protection sociale, l'emploi, l'égalité des genres et l'éducation. Le socle européen des droits sociaux et les objectifs de développement durable des Nations unies sont des instruments d'ores et déjà disponibles pour relever les défis actuels et se rapprocher d'un bien-être garanti à toutes et à tous.

1.1 LE SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX ET LES ODD

Grâce aux efforts de notre famille politique, et en particulier du Premier ministre suédois Stefan Löfven, l'Union européenne a, en 2017, proclamé le socle européen des droits sociaux à Göteborg. Le socle définit 20 principes pour des marchés du travail et des systèmes de protection sociale équitables et performants dans l'Europe du XXIe siècle. Ces principes viennent compléter les normes européennes et internationales déjà existantes en matière de droits de la personne. Ces 20 principes sont répartis en trois catégories : égalité des chances et accès au marché du travail, conditions de travail équitables et protection et inclusion sociales.

Depuis 2015, l'UE a également adhéré aux 17 objectifs de développement durable des Nations unies pour la paix et la prospérité des peuples et de la planète. Si 65% des ODD ne peuvent être concrétisés qu'au niveau local, certains d'entre eux se rattachent ou correspondent aux droits et principes sociaux figurant dans le socle.[5] Il serait donc erroné d'interpréter le socle comme ne traitant que des questions sociales, et les ODD comme portant principalement sur la durabilité et les questions environnementales. Ces thèmes sont en effet intimement liés. Il est donc primordial que les principes du socle et les ODD soient mis en œuvre en pleine synergie. L'objectif du bien-être de la population permet de rallier les principes du socle et les objectifs des ODD de l'ONU. Il s'agit donc d'un cadre d'action utile permettant de combiner durabilité et objectifs sociaux et environnementaux.



1.2 UN PAS EN AVANT : L'ÉCONOMIE DU BIEN-ÊTRE

Sanna Marin, Premier ministre de la Finlande

Outre sa reconnaissance par le Traité en tant qu'objectif de l'Union, le concept de bien-être a été approfondi dans les conclusions du Conseil de l'UE sur « l'économie du bien-être » en Europe[6] présentées par le SDP, notre parti membre, au cours de la présidence finlandaise (second semestre 2019). Selon ces conclusions, le bien-être et la croissance économique forment un « cercle vertueux ». Par ce dernier, une amélioration du bien-être des populations (en termes d'éducation, de santé, d'égalité, de protection sociale, etc.) est source de prospérité, de stabilité et de résilience économiques, lesquelles favorisent à leur tour le maintien à long terme des investissements dans le bien-être.[7]

Le bien-être des populations est donc perçu à la fois comme un bien intrinsèque et comme un facteur instrumental de la croissance et du progrès macroéconomiques.[8] Il peut contribuer à améliorer durablement la productivité, l'employabilité, l'efficacité et l'épargne,[9] et à renforcer la confiance et la participation civique. Les conclusions laissent entendre qu'une approche politique plus horizontale et intersectorielle est nécessaire pour parvenir à une croissance à la fois durable et inclusive à long terme.[10]

Dans la même optique, la présidence croate en 2020 a présenté des conclusions du Conseil sur l'amélioration du bien-être au travail. Celles-ci reconnaissent que « l'amélioration du bien-être au travail peut avoir des effets positifs sur la productivité et la motivation au travail ainsi que sur la santé. Elle peut également se traduire par un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée pour toutes et tous ».[11]

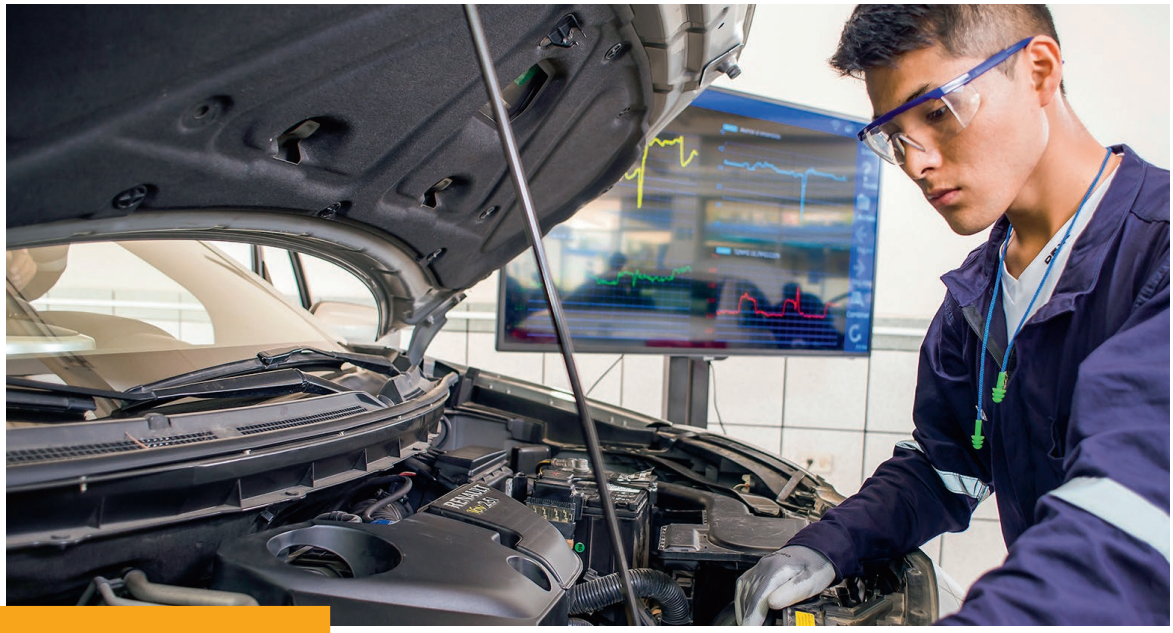
Le débat sur le bien-être initié au sein du Conseil laisse déjà entrevoir un nouveau modèle, où les bienfaits ne sont pas uniquement liés à la croissance économique. Par ailleurs, en faisant du bien-être un objectif, il devient possible de prendre en compte un ensemble différent de résultats sociaux ainsi que des critères de durabilité. Ce débat laisse entrevoir la possibilité de faire progresser notre vision d'un autre type de croissance et de développement qui puisse contribuer à la durabilité sociale et environnementale.

2 LE PSE ET LE BIEN-ÊTRE : UNE VISION POUR L'AVENIR DE L'EUROPE

Pour nous, l'Europe est bien plus qu'un simple marché unique et une zone monétaire. Conformément aux Traités[12], la croissance économique et le progrès social sont au cœur même de l'intégration européenne. Ces deux éléments sont reconnus comme étant des objectifs du marché intérieur. Pourtant, le premier a sans équivoque primé sur le second au cours de la dernière décennie de politiques européennes.

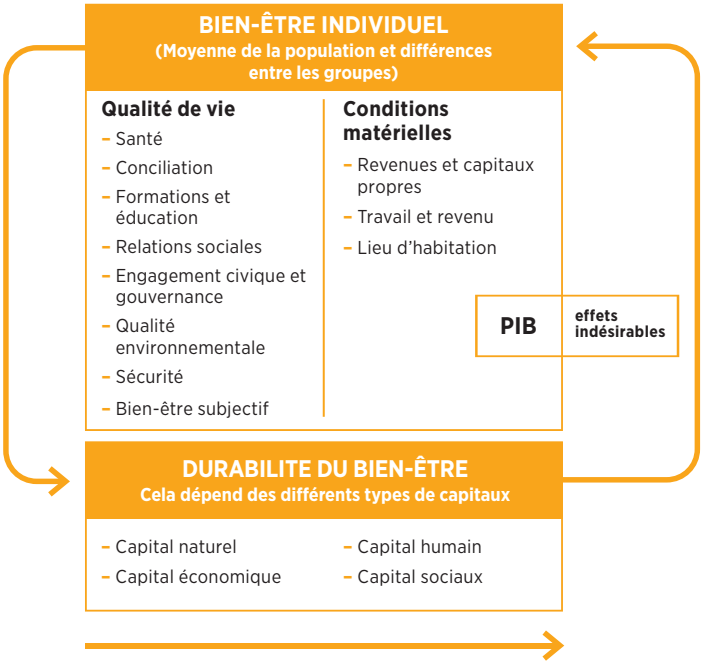
Après des années d'austérité, il est temps pour l'UE de développer un nouveau discours pour la croissance et le progrès social en Europe. Celui-ci mettrait la durabilité et les personnes au cœur de ses décisions. L'UE s'est trop longtemps concentrée sur le développement et le suivi des outils disponibles à la société pour qu'elle puisse atteindre le bien-être (outils économiques, finances publiques, marché unique). Et ce, au lieu de mettre l'accent sur le bien-être réel de sa population (dimension sociale et environnementale et participation civique par exemple).

Dans notre vision pour l'avenir de l'Europe, c'est l'économie qui doit toujours être au service de la population, et non l'inverse. Pour garantir le respect absolu des traités de l'UE, l'objectif du bien-être de la population devrait donc devenir le principe directeur des politiques environnementales, sociales et économiques de l'Union européenne.



2.1 DÉFINIR LE BIEN-ÊTRE

De nombreuses années durant, le PIB a fait office de principal indicateur de mesure des performances et du bien-être économiques. Toutefois, comme l'a souligné le débat portant sur « au-delà du PIB », les progrès sociétaux ne peuvent être fondés uniquement sur la poursuite de la croissance économique.[13] La croissance n'a de valeur que si elle améliore la vie des personnes. Elle n'est pas une fin en soi. Le PIB en lui seul ne reflète pas de manière adéquate le développement et le progrès d'une société. Il est donc nécessaire de prendre du recul par rapport à une gouvernance socio-économique axée sur le PIB et les paramètres économiques traditionnels pour adopter une perspective plus large, axée sur toutes les dimensions qui façonnent la vie des personnes et déterminent leur bien-être. Pour ce faire, il faut un suivi plus rigoureux et régulier des indicateurs environnementaux et sociaux, ainsi qu'une utilisation accrue de ces indicateurs dans l'élaboration des politiques publiques.



Source: OECD, 2013

Il existe de nombreux modèles visant à mesurer et à conceptualiser le bien-être. Par exemple, la célèbre initiative du vivre mieux de l'OCDE repose sur un cadre qui définit le bien-être autour de 15 dimensions. Elle établit une distinction entre les résultats du bien-être importants aujourd'hui et ceux qui déterminent le bien-être à venir.[14] Elle se concentre sur les résultats en matière de : conditions de vie matérielles (revenu et richesse, emplois et revenus, conditions de logement) et qualité de vie (état de santé, équilibre entre vie professionnelle et vie privée, éducation et compétences, liens sociaux, participation civique et gouvernance, qualité de l'environnement, sécurité personnelle et bien-être subjectif). En outre, le développement du bien-être futur est pris en compte en examinant certaines des ressources les plus importantes qui déterminent le bien-être dans le temps. Lesdites ressources sont mesurées par des indicateurs de différents types de « capital ».

Outre reconnaître le bien-être des populations comme un objectif de l'Union, les traités ne disent pas grand-chose sur le bien-être. Cette lacune devrait être comblée. Dans sa communication de 2009 intitulée « Le PIB et au-delà, mesurer le progrès dans un monde en mutation »[15], la Commission européenne a indiqué que le revenu, les services publics, la santé, les loisirs, la richesse, la mobilité et un environnement sain sont autant de moyens d'atteindre et de maintenir ces

objectifs. Plus récemment, en 2019, le Conseil de l'UE et l'OCDE ont également souligné que les possibilités offertes aux personnes en matière de mobilité sociale ascendante et d'amélioration de leur vie, la réduction des inégalités et la durabilité environnementale et sociale sont des déterminants clés du bien-être.[16]

Notre vision du bien-être prend sa source dans le bien-être des personnes. Elle envisage la société comme étant un cadre général de démocratie, de primauté du droit, de liberté d'expression, de sécurité personnelle et de laïcité. Un vrai concept du bien-être doit admettre que chaque membre d'une société donnée éprouvera des besoins différents pour bien se sentir et vivre, tout en assumant sa responsabilité collective de faire le bien pour autrui et de ne pas rechercher son propre bien-être au détriment des autres. Chacun mérite le respect de ses droits. Les droits des personnes exposées à la discrimination, qu'il s'agisse des femmes, des minorités ethniques, des membres de la communauté LGBTI ou de tout autre groupe, doivent être protégés à tout moment et en tout lieu. Ce concept de bien-être vise essentiellement à garantir à chacun la possibilité d'être heureux et comblé, ainsi que la liberté de choisir son mode de vie. Il s'agit principalement de pouvoir faire ce qui a une valeur en soi, comme s'exprimer librement et de manière créative, participer à une société à égalité avec autrui et occuper un emploi qui procure de la satisfaction plutôt qu'un simple revenu. Mais cela ne suffit pas.

Le bien-être personnel ne peut être dissocié de la société dans laquelle on vit. La qualité de vie, c'est-à-dire le fait de disposer d'un revenu suffisant et sûr, de conditions de travail décentes ou d'un accès à des services publics solides et de qualité, a un impact direct sur le bonheur. Les relations entre les personnes et les groupes sont tout aussi importantes. La confiance, la réciprocité et la cohésion sociale sont les facteurs qui permettent à nos sociétés de prospérer en permanence. Étant donné qu'un individu est susceptible d'évaluer et de comparer sa propre situation par rapport à celle de ses pairs ou au niveau de richesse perçu dans une société, l'amélioration du bien-être implique également une réduction des inégalités. Dans une société où les perspectives d'une génération sont inférieures à celles de la précédente, la confiance en l'avenir, que ce soit en termes d'environnement, de solidarité intergénérationnelle ou de système démocratique, doit également être prise en compte. Une société peut s'épanouir aujourd'hui sans compromettre l'avenir des générations futures.

2.2 LE BIEN-ÊTRE, UN CONCEPT QUI REFLÈTE NOS VALEURS FONDAMENTALES

Une approche néolibérale en matière de politique économique et sociale a dominé le discours de l'UE depuis la crise de la dette souveraine. Dans la sphère publique, l'austérité a ouvert la voie à des États réduits à leur plus simple expression et mis à rude épreuve les États-providence et les services publics. Dans le secteur privé, la mentalité néolibérale à court terme a entravé la recherche, l'innovation et les investissements dans les personnes, tout en générant des inégalités toujours plus grandes et en portant gravement atteinte aux ressources futures et à l'environnement dans son ensemble.

Face à cette vision, se concentrer sur le bien-être de toutes et tous, c'est proposer un autre discours qui met les personnes au cœur des décisions de l'UE. C'est traduire les actions collectives en améliorations tangibles pour toute la population. Le bien-être de toutes et tous en tant qu'objectif politique central offre donc une alternative à la société capitaliste d'individus cherchant à maximiser leurs bénéfices à tout prix et au projet d'État minimal des libéraux.

Un objectif de bien-être de toutes et tous renforce l'argument selon lequel une Europe sociale a également un sens économique.[17] Il a le potentiel de venir compléter et de renforcer l'État-providence, de réimposer des limites au capitalisme sauvage et d'offrir davantage de droits sociaux à la population européenne. Le bien-être, en tant qu'objectif ultime des politiques de l'UE, peut garantir que la durabilité devienne la force motrice de nos sociétés. Il peut aussi devenir le principe directeur derrière l'autonomie et la résilience de la société. Il vient confirmer notre aspiration fondamentale à une société fondée sur la solidarité et des services publics forts. Les politiques visant à accroître le bien-être peuvent rétablir la confiance dans l'avenir, en prêtant attention à chacun, en apportant le progrès au plus grand nombre et en limitant les nuisances environnementales. Enfin, l'adoption du bien-être comme objectif ultime des politiques de l'UE offre une vision claire du nouveau monde dans lequel nous voulons vivre.

Au cours des dernières années, le PSE a développé un programme politique fort dans le but d'améliorer la qualité de vie de toutes et tous en Europe. Les publications précédentes, telles que le Programme de réformes structurelles progressistes du PSE (2016)[18], Droits des travailleurs et progrès social dans l'économie numérique (2017)[19], Lutter contre les inégalités au sein de l'Union européenne (2018)[20], ou encore Pour une transition juste, Emplois verts décents, Économie modernisée, Bien-être des citoyens (2018)[21], ont toutes déjà recensé un vaste éventail de mesures pour améliorer le bien-être de toutes et tous en Europe.

De même, le rapport 2018 de la Commission indépendante du groupe S&D sur une égalité durable[22] jette déjà de solides bases à des politiques durables en matière de bien-être. Les recommandations de ce rapport devront impérativement être traduites en des mesures et en une gouvernance européennes efficaces.

Nos travaux actuels pour une mise en œuvre intégrale du socle européen des droits sociaux, ainsi que pour des soins de santé de qualité et abordables pour toute la population, pour une stratégie envers des villes durables et une économie circulaire viendront compléter nos propositions politiques pour une amélioration du bien-être dans l'UE.

3 DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE : UN PROGRAMME PROGRESSISTE POUR LE BIEN-ÊTRE

Faire progresser le bien-être dans l'agenda politique de l'UE nous permettra d'insister davantage sur la nécessité de surmonter les inégalités, de lutter pour une justice fiscale, de militer pour une économie de marché sociale, de lutter contre la menace des changements climatiques et d'exploiter la transformation numérique, en inscrivant ces combats dans les termes d'un objectif clairement énoncé dans les traités de l'UE. Nous pourrons de la sorte fermement ancrer notre combat pour le progrès social et le développement durable dans le droit primaire de l'UE.

En mettant en exergue différents domaines politiques et aspects du bien-être, allant de son aspect individuel à celui pour la collectivité, les propositions politiques suivantes pourraient constituer la base d'un programme du PSE pour le bien-être, applicable à tous les domaines politiques et à tous les niveaux de gouvernance.

3.1 L'ÉDUCATION ET LA CULTURE, POUR L'ÉMANCIPATION DE TOUTE LA POPULATION

L'éducation et la culture sont des ingrédients essentiels à l'émancipation de toutes et tous. L'éducation est le fondement du développement individuel et du bien-être de la société. En tant que moteur de progrès social, nous pensons que l'éducation est le facteur d'égalité sociale le plus puissant qui soit disponible à une société. Mais pour qu'elle soit efficace et libère tout son potentiel, nous devons garantir l'accès à une éducation de qualité à toute la population européenne, indépendamment du contexte social, du genre ou de l'âge.

De même, la culture est là pour nous donner notre capacité d'introspection. Elle fait de nous des êtres humains, rationnels, dotés d'un jugement critique et d'un sens de l'engagement moral. C'est à travers la culture que nous discernons les valeurs et effectuons nos choix.[23] La culture est donc essentielle au bien-être de chacun.

L'éducation est une voie vers l'autodétermination personnelle et la participation

L'éducation, une voie d'accès à l'autodétermination et la participation

Le rôle de l'éducation est double : façonner l'avenir personnel des (jeunes) citoyennes et citoyens et développer nos sociétés. La connaissance d'autrui est indispensable pour construire des sociétés cohésives et inclusives dans lesquelles toutes et tous peuvent s'épanouir. L'éducation est donc essentielle au développement d'une compréhension commune de nos droits et responsabilités envers les autres. La langue et l'alphabétisation sont les outils qui permettent de transmettre ces connaissances. En tant que socialistes et sociaux-démocrates, nous nous battons sans cesse pour que le droit fondamental à une éducation de qualité, inclusive et sensible au genre, devienne réalité pour toutes et tous en Europe, jeunes et moins jeunes. C'est pourquoi nous appelons à un investissement accru dans l'éducation, y compris l'enseignement formel et informel, les compétences professionnelles, l'apprentissage tout au long de la vie, la culture, la mobilité étudiante, la recherche et le savoir. C'est pourquoi nous avons fait en sorte que le droit à l'éducation soit inscrit comme premier principe du socle européen des droits sociaux.

L'éducation est essentielle au bien-être des enfants et des adolescents. Elle doit offrir aux jeunes filles et garçons un environnement sûr et favorable dans lequel ils et elles peuvent acquérir des compétences essentielles et une conscience comportementale tout en apprenant et en fréquentant leurs pairs. Les systèmes éducatifs doivent permettre aux enfants et aux adolescents de prendre leurs propres décisions concernant leur corps, leur vie et leur avenir, quel que soit leur milieu d'origine. Ce n'est que lorsque les jeunes seront pleinement impliqués dans leur éducation et leur formation et que les perspectives seront pleinement dégagées qu'ils auront le sentiment que la société leur apporte quelque chose.

Les mesures de confinement imposées dans la quasi-totalité des pays de l'UE pour empêcher la propagation de la Covid-19 ont empêché les enfants de se rendre à l'école. Dès lors, leur éducation a majoritairement dépendu de classes virtuelles et de solutions numériques. De nombreuses régions n'ont pas été en mesure de fournir un enseignement en ligne et des outils numériques adéquats. De nombreuses familles n'avaient pas les moyens de substituer les livres par des ordinateurs. Elles n'avaient pas non plus les outils pour remplacer le corps professoral. Partout en Europe, certaines écoles ne disposaient pas d'un nombre suffisant de salles de classe et ce, même avant les confinements. Elles doivent désormais s'adapter pour permettre à tous les enfants de suivre les cours tout en maintenant une distance sociale adéquate. Si personne ne pouvait prévoir la pandémie, les inégalités d'accès à une éducation de qualité étaient déjà connues. Et il est urgent d'y remédier.

La société du bien-être doit être ouverte à toutes et à tous, indépendamment du genre, de l'origine ethnique, du handicap ou de l'orientation sexuelle. La discrimination ne peut être combattue que par le biais d'une éducation inclusive et tolérante qui cherche à constamment remettre en question les préjugés

Les propositions:

- L'investissement dans l'éducation publique est le meilleur outil qu'il soit pour relever les nouveaux défis liés aux compétences, au multilinguisme, à la révolution numérique et à l'intelligence artificielle. Sans compter qu'elle peut aussi aider à prévenir le chômage, la marginalisation et l'extrémisme. Il est primordial de rendre l'accès à l'éducation, à la formation et à l'apprentissage tout au long de la vie accessible à tout le monde, sans oublier les groupes issus de l'immigration.

- Nous devons investir davantage dans l'éducation et les compétences professionnelles, y compris l'apprentissage tout au long de la vie. L'éducation et l'accueil des jeunes enfants doivent être gratuits, de qualité et accessibles à toute la population.

- Les tendances à la privatisation de l'éducation ne peuvent être une option viable pour l'éducation inclusive ni être financées par les deniers publics. Pour parvenir à une véritable justice sociale, nous ne pouvons permettre que les moyens financiers, la situation sociale, le genre, l'origine ethnique ou religieuse, les handicaps ou d'autres formes de discrimination déterminent le type d'éducation que reçoivent les enfants et les jeunes.

- L'éducation doit englober un programme permettant aux enfants d'apprendre librement le fonctionnement de leur corps et leur orientation sexuelle, et à se protéger des abus.

- Les services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants (EAJE) interviennent à un stade crucial du développement et jouent un rôle déterminant dans la définition du bien-être tout au long de la vie. L'accès à des EAJE de qualité engendre une amélioration de l'alphabétisation, de l'autorégulation et des compétences socioémotionnelles. Il peut aussi contribuer à réduire les inégalités de niveau d'instruction auxquelles sont confrontés les enfants issus d'un milieu socio-économique défavorisé.

- Un meilleur accès aux cours de langue et d'alphabétisation pour les citoyennes et citoyens issus de l'immigration et les ressortissants de pays tiers doit être garanti et développé en tant que voie d'intégration.

- Nous voulons encourager l'organisation de débats civils et politiques dans les écoles et sur d'autres plateformes de discussion, ainsi que promouvoir une formation aux médias et aux technologies numériques. Ceci permettra aux jeunes de développer leur esprit critique et de se protéger contre la désinformation, l'intimidation et le harcèlement sous toutes ses formes.

- Un programme Erasmus+ financé de manière adéquate et ouvert à tous les niveaux d'enseignement est nécessaire pour promouvoir une mobilité étudiante équitable et accessible à toutes et à tous, indépendamment du milieu d'origine. Il doit se focaliser beaucoup plus qu'aujourd'hui sur les jeunes en formation professionnelle pour leur permettre de participer pleinement au projet européen.

- Le rôle du programme Erasmus+ dans la promotion de l'éducation informelle ne doit pas être négligé et doit également bénéficier d'un financement suffisant.

La culture comme moyen d'expression et de participation

L'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que toute personne a le droit de participer librement à la vie culturelle de la société et de jouir des arts. La culture est un élément essentiel du développement de chaque personne. Elle est indispensable à la cohésion sociale, ainsi que la participation et la citoyenneté démocratiques.

La culture favorise le bien-être en jouant un rôle dans l'éducation des individus et des collectivités, en transmettant des connaissances, du contenu et des sentiments à travers les générations. Il est prouvé que la pratique d'activités artistiques et créatives, même en amateur, est directement liée à une amélioration de la satisfaction dans la vie. En outre, les mesures destinées à promouvoir l'intégration sociale des minorités et des groupes fragiles peuvent être améliorées par le recours à la culture, aux arts et à la créativité.[24] Le paysage culturel et créatif dynamique et diversifié de l'Europe est également un moyen unique et précieux pour la population du continent de s'exprimer librement, de comprendre et de se faire comprendre par autrui.

La créativité de la base va de pair avec un secteur culturel indépendant fort. La production européenne ne doit pas être accaparée et délimitée par des multinationales étrangères. Le financement public est le garant de notre exception culturelle, dont toutes et tous en Europe dépendent pour refléter leurs réalités et leurs expériences.

Nous sommes nombreux à nous tourner vers la culture et les arts en temps de crise. En retour, nous devrions mobiliser les investissements publics pour éviter l'effondrement des secteurs culturels et créatifs lorsque leur accès est restreint pour des raisons de santé publique. Le 12 juin 2020, les ministres de la Culture du PSE ont ratifié une déclaration appelant à consacrer davantage de ressources aux secteurs culturel et créatif dans le cadre de la reprise après la pandémie de Covid-19.[25]

Les propositions:

- **Le programme Europe Créative doit bénéficier d'un financement suffisant pour remplir sa mission de création d'un écosystème culturel et créatif pour toute l'Europe.**

- **Les autorités locales et la société civile doivent disposer des outils nécessaires pour soutenir un accès généralisé aux arts et à la culture par le biais de centres et d'activités culturels formels et informels. Le financement des arts ne doit pas être normatif. Il doit refléter la diversité des talents, des idées et des expériences vécues.**

- **L'accès à la culture doit être accessible à toutes et à tous. Les pratiques telles que les taux réduits pour des publics spécifiques devraient pouvoir se généraliser (par exemple les taux offerts par l'association Article 27 en Belgique, etc.).**

- **Les décideurs politiques devraient explorer les possibilités d'utiliser les arts et la créativité dans toute la gamme des décisions politiques, y compris l'éducation, la santé et les soins sociaux.**

- **À l'école, les activités parascolaires telles que les sports et les pratiques culturelles doivent être rendues accessibles à toutes et à tous. Toutes les disciplines et tous les modes d'expression doivent bénéficier d'un financement approprié.**

3.2 LA SÉCURITÉ MATÉRIELLE POUR UNE VIE DÉCENTE

Le fait de percevoir un revenu adéquat et d'avoir un emploi stable permet aux personnes de vivre de manière autonome, de prendre les décisions qu'ils jugent les meilleures et de planifier l'avenir. Dans de nombreux pays, la lutte contre la pauvreté consiste à remettre les personnes dans le circuit du travail. Pourtant, il est tout aussi important de prendre en compte les niveaux de revenus pour lutter contre la pauvreté au travail, ainsi que les types de contrats de travail proposés afin de lutter contre la précarité d'emploi. En effet, ces dernières années, plusieurs pays de l'UE ont connu une augmentation du nombre de travailleuses et travailleurs pauvres. Ils et elles sont moins bien payés qu'auparavant, travaillent trop peu d'heures et vivent dans la crainte de perdre leur emploi. En 2018, 10 % des personnes en situation de travail étaient menacées de pauvreté dans l'UE des 27.[26]

Les contrats de travail classiques sont remplacés par de nouvelles dispositions contractuelles telles que les contrats à temps partiel ou à court terme, le travail sur appel, les contrats « zero-heures » ou le travail intérimaire.[27] De plus, nous assistons à une féminisation de la pauvreté, et l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes dans l'UE n'a pas diminué de manière substantielle au cours des dix dernières années, restant à 16 %.

Le progrès technologique, et la numérisation en particulier, n'ont pas seulement changé la façon dont on travaille, mais aussi les conditions dans lesquelles le travail doit s'effectuer. Les technologies numériques ont conduit au développement de plateformes en ligne fonctionnant principalement selon des modalités de travail flexibles et sur base de contrats de travail à court terme.[28] L'économie des plateformes se développe et le recours au travail indépendant fictif devient de plus en plus important. Certains usagers de plateformes s'organisent en coopératives. Celles-ci leur apportent une certaine flexibilité par rapport à ces nouvelles solutions émergentes. Elles permettent aussi de rechercher des possibilités de collaboration avec d'autres coopérateurs et prendre des décisions démocratiques pour le présent et le futur de leur coopérative. Les plateformes coopératives autogérées permettent en outre aux indépendants de partager les charges administratives, d'accroître leur visibilité et souvent d'accéder à la sécurité sociale, grâce à un statut de salarié. Toutefois, le travail en plateforme en tant que modèle économique a souvent conduit à une remise en cause des normes de travail et à une augmentation du nombre de faux travailleurs indépendants, ce qui réduit l'accès aux droits sociaux et aux droits à la retraite. Pour que cette nouvelle technologie puisse être au service du bien-être des travailleuses et travailleurs, des conditions de travail décentes et l'accès à la protection sociale doivent être assurés à toutes et à tous, quels que soient le type et la durée de leur contrat.

Mises ensemble, ces tendances ont renforcé l'exigence de flexibilité pour les employés et ont rendu leur source de revenus moins fiable au fil du temps. En plus d'un revenu adéquat, toutes les travailleuses et tous les travailleurs devraient pouvoir compter sur un contrat de travail à long terme assorti d'une certaine garantie de revenu, leur permettant dès lors de se projeter, se développer investir à long terme dans l'avenir.

Des salaires décents

La sécurité financière est la clé du bonheur[30] et du bien-être. Pour assurer le bien-être de toutes et tous, le travail doit être générateur de revenus. Il ne devrait pas seulement permettre de sortir de la pauvreté, mais aussi s'accompagner d'un salaire équitable assurant un niveau de vie décent, comme le reconnaît le principe 6 du socle européen des droits sociaux.

La crise de la Covid 19 a mis en évidence à quel point la contribution à la société d'une bonne part de la population active est sous-évaluée. Bien trop nombreux sont les travailleuses de la santé, les livreurs, les vendeuses, les nettoyeurs ou les chauffeurs routiers pour qui aller au travail implique de prendre des risques pour la santé et la sécurité et/ou d'avoir des horaires de travail difficiles. C'est d'autant plus inacceptable qu'au cours des dernières décennies, l'inégalité dans la distribution des salaires et traitements bruts s'est accrue et que les ménages riches s'en sortent beaucoup mieux que les familles à faibles et moyens revenus.[31]

Les propositions:

- **L'UE doit adopter rapidement une directive-cadre pour des salaires minimums équitables, comme l'a proposé le commissaire européen Nicolas Schmit. Elle aurait pour but de renforcer à la fois les salaires minimums fixés par la loi et la négociation collective de manière plus globale.**

- **Lorsqu'elles existent, les discriminations salariales fondées uniquement sur l'âge doivent être supprimées.**

- **Pour une redistribution plus juste des bénéfices, les salaires devraient de manière générale encore augmenter. Et les activités de négociation collective sont essentielles pour atteindre cet objectif. Pourtant, l'étendue des négociations collectives a diminué dans 22 États membres depuis l'an 2000. Au moins 3,3 millions de travailleuses et travailleurs en moins bénéficient d'une convention collective dans l'Union européenne aujourd'hui par rapport au début du siècle. Nous avons besoin d'actions ambitieuses au niveau européen pour assurer que les États membres encouragent la négociation collective, et en particulier la négociation collective sectorielle. Cela est aussi valable pour augmenter la portée des accords négociés.**

- **Une initiative européenne coordonnée devrait aboutir à une augmentation de salaire pour les travailleuses et travailleurs de première ligne, notamment les travailleuses de la santé, les livreurs, les vendeuses, les nettoyeurs ou les chauffeurs routiers. Ils et elles ont toutes et tous permis à nos sociétés de fonctionner tout au long de cette crise. Ces mesures ad hoc ne doivent cependant pas nous détourner de la nécessité de mesures à long terme pour des salaires de qualité et des conditions de travail décentes. Une augmentation salariale pour ceux et celles en première ligne contribuerait en outre à réduire l'écart de rémunération entre les genres, car elle profiterait aux secteurs d'emploi fortement féminisés.**

- **Des mesures visant à limiter les inégalités salariales et à assurer une meilleure répartition de la part salariale des bénéfices d'une entreprise entre tous ses employés doivent être envisagées, comme la limitation du rapport salarial à 1 pour 10 entre le salaire le plus bas et le salaire le plus élevé dans une entreprise.**

Stabilité d'emploi

Les formes de travail précaires, telles que les contrats « zéro heures », doivent être interdites. Les normes du travail doivent être correctement appliquées pour tous les types d'emploi, y compris les travailleuses et travailleurs de plateforme et les faux indépendants.

L'emploi et les possibilités de promotion professionnelle doivent être accessibles à tous de manière égale, indépendamment de l'âge, du genre, de l'orientation sexuelle, de la religion, de la race ou de l'origine ethnique.

Les propositions:

- **Une directive sur les conditions de travail décentes est nécessaire pour offrir aux travailleurs et travailleurs précaires une plus grande protection, notamment contre les pratiques de stage abusives ou les contrats « zéro heures ». Elle devrait aussi inclure une définition claire de ce qu'est un travailleur ou une travailleuse.**

- **Le travail à temps plein devrait être une chose acquise, et le temps partiel un choix. Les gouvernements devraient introduire des mesures pour lutter contre les contrats à temps partiel non désirés qui sont dus à la discrimination ou surviennent après une interruption de carrière, comme un congé de maternité par exemple. Par ce que l'on appelle la « sanction pour maternité », les femmes sont en effet systématiquement désavantagées sur le plan de la rémunération. La perception de leurs compétences les empêche trop souvent d'avoir des chances équitables de promotion ou de retrouver le même contrat à temps plein qu'avant leur grossesse.**

- **Pour promouvoir le recours aux contrats de longue durée, on pourrait envisager une taxation spécifique ou une augmentation des cotisations de sécurité sociale sur les contrats de courte durée, en tenant compte du coût sociétal accru de l'alternance entre contrats courts et allocations de chômage.**

- **Les droits des travailleuses et des travailleurs, y compris ceux définis dans les conventions collectives, et la protection sociale devraient être étendus aux formes de travail atypiques.**

- **Toutes et tous devraient avoir un accès égal à l'emploi. Aussi, toute forme de discrimination sur le lieu de travail devrait être éliminée. Plus particulièrement, le harcèlement sur le lieu de travail fondé sur le genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre reste assez élevé dans les pays de l'UE. Il entrave l'accès des personnes à l'emploi et à la sécurité d'emploi.**

Sécurité d'un revenu minimum pour les personnes sans emploi

Le principe 14 du socle européen des droits sociaux stipule clairement que « Toute personne ne disposant pas de ressources suffisantes a droit à des prestations de revenu minimum adéquates pour vivre dans la dignité à tous les stades de sa vie, ainsi qu'à un accès efficace à des biens et des services de soutien. Pour les personnes qui sont en mesure de travailler, les prestations de revenu minimum devraient être combinées à des incitations à (ré)intégrer le marché du travail. »

Nous incitons vivement tous les États membres à mettre en œuvre des mesures garantissant que, hommes ou femmes, les étudiants, les chômeurs et les retraités en difficulté bénéficient d'un appui financier qui leur garantisse des moyens de subsistance décents.

Les propositions:

- **L'UE devrait proposer une directive-cadre pour un revenu minimum décent afin de renforcer l'aide au revenu pour les plus vulnérables (« filet de protection sociale »).**

- **Un système de revenu minimum au niveau national doit être garanti à tout le monde, permettant un accès universel à des services de santé essentiels de qualité et une sécurité de revenu minimum.**

Logement

Disposer d'un lieu de vie est un critère essentiel de stabilité personnelle et de bien-être. Nombreux sont ceux en Europe qui sont aujourd'hui confrontés au défi de trouver un logement sûr, abordable, sain et de bonne qualité. Les gens sont obligés d'éviter les régions qui deviennent trop chères. Ils doivent se résigner à allonger leur temps de trajet et à vivre dans un environnement de moindre qualité.[32] Nous voulons mettre en œuvre le modèle de la ville à 15 minutes, où il est possible de se rendre au travail, à l'école, aux services publics, aux magasins, aux activités culturelles et aux loisirs en moins de 15 minutes depuis l'endroit où l'on vit.

Les États membres et les villes qui comptent le plus grand nombre de ménages estimant que leurs besoins en matière de logement ne constituent pas une charge financière tendent à avoir une plus grande part de logements sociaux, des dépenses publiques plus importantes en matière d'aide au logement et des taux d'emploi plus élevés.[33] Dans la plupart des pays, les marchés du logement présentent des signes de distorsion, de fragmentation et de grandes disparités régionales. Il est manifeste que la crise du logement ne touche pas seulement les groupes les plus vulnérables, mais aussi les ménages à revenus moyens.[34] Les investissements n'ont cessé de diminuer depuis la crise financière de 2008/2009, ce qui a encore accru la pression.

L'Europe doit investir dans des logements abordables pour toutes et tous afin de réduire et d'éliminer le nombre de sans-abri et les inégalités dans sa population. Il n'est pas surprenant que dans plusieurs États membres et villes de l'UE, l'une des premières mesures prises pour atténuer l'impact économique de la crise de Covid-19 ait été d'offrir des garanties aux locataires et sur les remboursements des prêts hypothécaires.

Logements sociaux à Vienne

Les propositions:

- Admettre que le logement est un droit humain, et non un bien de consommation. Le rôle de l'État est de fournir un logement sûr, décent et abordable pour tous, car les marchés n'y parviennent pas. Ceci peut revêtir de nombreuses formes tout au long du « continuum du logement », qu'il s'agisse de logements sociaux, publics, coopératifs, à but lucratif limité, de location ou d'accès à la propriété abordables.

- Introduire des mesures visant à faire des contrats à durée indéterminée l'option par défaut dans les systèmes de logement. Lutter contre l'augmentation des prix des loyers et de l'énergie, par exemple en plafonnant l'augmentation annuelle des loyers dans les zones déficientes en logements abordables.

- Introduire des limites aux activités des plateformes de location à court terme en ligne qui contribuent à la hausse des prix de l'immobilier dans les villes.

- Lutter contre la financiarisation de l'immobilier en établissant un registre de transparence pour les activités immobilières transnationales et en créant de meilleurs mécanismes de contrôle pour prévenir le blanchiment d'argent dans le secteur.

- Un plan européen pour un logement social et public abordable devrait être élaboré afin de mieux coordonner les politiques et les mécanismes d'intervention de l'UE pour soutenir les politiques de logement, en accordant une attention particulière aux niveaux local et régional.

- Afin de tenir compte du caractère profondément infranational du logement, l'UE doit améliorer sa base de données dans ce contexte. Ceci aura un impact sur l'élaboration des politiques et les évaluations des marchés du logement dans le Semestre européen.

- Les programmes de construction de nouveaux logements, et en particulier de logements sociaux, devraient prendre en compte et anticiper les besoins spécifiques des personnes âgées et des personnes handicapées. Le financement de l'UE pour la construction de logements sociaux, publics et abordables et la rénovation à faible émission de carbone devrait être amélioré, par exemple en augmentant le financement via les Fonds européens d'investissement structurel, InvestEU et la Banque européenne d'investissement. En particulier pour les ménages à faible revenu, dont beaucoup sont composés de femmes, les prix de l'énergie sont devenus un fardeau supplémentaire. Ces ménages doivent d'abord bénéficier de la « vague de rénovation » annoncée dans le cadre du pacte vert pour l'Europe. La vague de rénovation doit être conçue de manière à empêcher les expulsions après toute rénovation et doit empêcher la capitalisation des subventions publiques.

- Les États membres devraient utiliser leur budget FSE+ consacré aux groupes les plus vulnérables pour lutter efficacement contre les formes les plus graves de pauvreté ayant le plus grand impact sur l'exclusion sociale, comme le sans-abrisme. Une plus grande attention devrait être consacrée à la prévention du sans-abrisme chez les personnes handicapées, car les recherches montrent qu'elles sont surreprésentées parmi les sans-abri.

- La capacité et les connaissances des entités locales et régionales en matière d'accès au financement de l'UE et de combinaison de différents flux de finance-

ment doivent être améliorées. Ces entités devraient également recevoir l'appui nécessaire pour apprendre à créer des associations de logement de taille suffisante pour agir en tant qu'intermédiaires dans l'utilisation des fonds européens.

- Les règles de l'UE en matière d'aides d'État entravent actuellement les investissements dans le logement social, public et abordable en raison du manque de clarté et de certitudes juridiques. Plus précisément, la décision sur les services d'intérêt économique général (2012) doit être révisée afin d'élargir son groupe cible, actuellement trop restreint, au logement social. La définition devrait être élargie de manière à permettre la mise en œuvre d'objectifs de durabilité tels que la « mixité sociale » et la « cohésion sociale »

- Des indicateurs relatifs au logement abordable et de qualité devraient être repris dans le Semestre européen, afin de mieux refléter la diversité des modes d'occupation des logements, la fragmentation des marchés du logement infranationaux ainsi que les besoins en matière de logement. Cela permettrait d'obtenir davantage de données nécessaires au suivi des politiques et contribuerait à l'élaboration de politiques éclairées.

- L'UE devrait mieux soutenir les conditions de financement des logements abordables en excluant les investissements dans les infrastructures sociales des règles fiscales. La situation dans les villes et les zones urbaines doit être examinée de manière spécifique.

- Au niveau des États membres, les « Focal Points » pour le logement et les réunions ministérielles informelles sur le logement devraient être réactivés.

- Nos propositions en matière de logement et de politiques urbaines sont développées dans la publication du PSE sur les villes durables qui est actuellement en préparation.

3.3 **CONCILIER VIE PROFESSIONNELLE ET VIE PRIVÉE**

Trouver un juste équilibre entre vie privée et vie professionnelle est un facteur déterminant du bien-être à court et à long terme.[35] Les hommes et les femmes ne devraient pas être obligés de choisir entre avoir un emploi bien rémunéré et sûr et s'occuper de leurs enfants ou poursuivre leurs intérêts et leurs passions. Au contraire, chacun devrait disposer de suffisamment de temps pour se reposer, passer du temps avec sa famille ou s'adonner à d'autres activités telles que le sport ou le bénévolat, ce qui permettrait de s'impliquer davantage dans la communauté.

En tant que socialistes et démocrates, nous avons pris l'engagement de garantir à tous les travailleuses et travailleurs des emplois de qualité.[36] Un élément important permettant de définir ce qu'est un emploi de qualité est de déterminer si la personne au travail a la possibilité et le temps de s'épanouir tant dans sa vie professionnelle que privée. Il est de la plus haute importance de veiller à ce que toutes et tous puissent disposer de suffisamment de temps libre, quel que soit le type d'emploi occupé.[37] En outre, un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée et un partage plus équitable des charges familiales contribueraient également à faciliter la participation des femmes au marché du travail, leur permettant ainsi de progresser dans leur carrière et de générer des revenus plus élevés, ce qui favoriserait une plus grande égalité entre les genres.

Réduire le temps de travail

Nombreux sont ceux et celles qui travaillent de longues heures, ce qui peut conduire au surmenage, au stress et à l'épuisement. Les recherches indiquent que la clé d'une vie heureuse réside dans le fait d'avoir plus de temps pour la famille et plus de temps libre pour se détendre.[38] Combiner un emploi à temps plein, environ 40 heures de tâches ménagères non rémunérées par semaine et le désir de participer à des activités sociales est un défi pour les femmes comme pour les hommes. Au-delà de l'amélioration de la vie au niveau individuel, un meilleur partage du temps de travail peut, du moins partiellement, contribuer à résoudre les problèmes que connaissent tous les pays européens, que ce soit en termes de chômage, d'inégalité entre les genres, de vieillissement de la population ou de risques sanitaires liés au travail.

En outre, les progrès technologiques ont entraîné la transformation de nombreux secteurs de l'économie, stimulant la productivité et permettant aux gens de travailler plus efficacement. Les changements dans le monde du travail devraient être réorientés afin de bénéficier aux employés plutôt que de diminuer leur bien-être et de procurer des gains uniquement aux employeurs et aux investisseurs. Bien que les progrès soient lents, cette situation est de plus en plus reconnue dans les pays européens. Par exemple, après avoir obtenu en 2018 un accord permettant au personnel de réduire sa semaine de travail à 28 heures pendant un maximum de deux ans pour s'occuper de ses enfants ou d'autres membres de sa famille, le syndicat allemand IG Metall se bat pour introduire la semaine de quatre jours afin de contribuer à protéger les emplois menacés par la crise économique causée par la Covid-19 et les changements structurels dans l'industrie automobile.[39] Les gains de productivité dus aux progrès technologiques, et en particulier à la numérisation, peuvent et doivent être utilisés pour réduire davantage le temps de travail tout en maintenant le niveau des revenus.

Les propositions:

- Actuellement, la directive européenne sur le temps de travail oblige les employeurs à veiller à ce que leur personnel ne travaille pas plus de 48 heures par semaine en moyenne (heures supplémentaires comprises), sur une période de référence pouvant aller jusqu'à 4 mois. L'UE devrait envisager d'abaisser sa limite de temps de travail en tenant compte de la productivité et des gains technologiques.

- Plusieurs pays de l'UE ont abaissé les limites du temps de travail. La possibilité de réduire davantage le temps de travail est souvent discutée en lien avec la numérisation et l'automatisation. La France a réduit la durée légale du travail de 39 à 35 heures en 2000 pour toutes les entreprises employant plus de 20 personnes, et en 2002 pour les plus petites entreprises. Certains pays ont mis en place des projets visant à examiner les effets de la réduction du temps de travail. Par exemple, la Suède a mis en place la journée de travail de six heures dans une maison de retraite pendant une période de 23 mois, au lieu de la journée de travail standard de huit heures.

- En dehors de l'UE, dans le cadre du débat public sur l'atténuation du choc de la Covid 19, la Première ministre néo-zélandaise Jacinda Ardern a suggéré aux employeurs d'envisager une semaine de travail de quatre jours, ainsi que d'autres options de travail flexible, afin de stimuler le tourisme et d'aider les employés à résoudre les problèmes persistants d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

- Dans certains pays de l'UE, il existe des réductions spécifiques du temps de travail pour les travailleurs âgés, selon les secteurs (par exemple, en Belgique, les services de nettoyage ont fixé un temps de travail inférieur pour les travailleuses et travailleurs âgés, et les infirmiers et infirmières peuvent bénéficier d'un jour de récupération supplémentaire mensuel après 45 ans).

Droit à la déconnexion et au télétravail

Grâce aux progrès technologiques, les travailleuses et les travailleurs sont en mesure de rester connectés et « disponibles » même lorsqu'ils ne sont pas sur leur lieu de travail, ce qui brouille les frontières entre vie professionnelle et vie privée. Le droit à la déconnexion consiste à créer des limites à l'utilisation des communications électroniques en dehors des heures de travail. Il garantit que les travailleuses et travailleurs ont le droit de se déconnecter en dehors des heures de travail établies, sans encourir de conséquences. Les employeurs ont l'obligation correspondante de protéger ce droit et de veiller à ce que chacun puisse, en dehors des heures de travail, se déconnecter des communications électroniques liées au travail, telles que les e-mails ou autres messages.

La pandémie de Covid a fait du télétravail la norme pour des millions de travailleuses et travailleurs dans l'UE, exigeant d'eux ainsi que des entreprises une adaptation rapide, sans pouvoir toujours compter sur des règles clairement définies régissant les modalités du travail à domicile. Le télétravail a eu un impact immédiat sur la vie des travailleuses et travailleurs et impose de repenser les politiques de gestion. Il a permis à de nombreux d'entre elles et eux d'économiser le temps auparavant consacré à se rendre au travail, de réduire la circulation dans les grandes villes et d'offrir une approche plus souple du travail, tant en termes de lieu que d'horaires. Pourtant, à côté de ces aspects positifs, le télétravail a également signifié pour beaucoup d'entre elles et eux des heures supplémentaires, l'impossibilité de se déconnecter et une ingérence accrue du travail dans la vie privée et vice-versa. Il a également accru la tentation pour les entreprises d'externaliser les coûts de leurs bureaux et leur devoir de fournir un environnement de travail sain. Il est donc essentiel d'encadrer l'utilisation des technologies numériques dans le travail à distance afin de renforcer la capacité des travailleuses et travailleurs à organiser leur vie professionnelle en fonction de leurs besoins spécifiques et personnels.

Les propositions:

- Quelques pays de l'UE ont déjà commencé à introduire le droit à la déconnexion, tandis que d'autres l'étudient et envisagent de faire de même. Par exemple, la France a adopté en 2016 une loi qui fait du droit à la déconnexion un sujet de négociation obligatoire dans les entreprises.

- L'UE devrait viser à garantir un niveau minimal de protection des travailleuses et travailleurs dans le nouveau monde du travail numérique par le biais d'une directive sur le droit à la déconnexion applicable à tous ceux et celles qui utilisent des outils numériques, y compris les TIC, dans le cadre de leur travail, sans oublier les travailleuses et travailleurs atypiques.

- Proposer une directive sur les maladies liées au stress professionnel, qui reconnaît un « droit à la déconnexion » pour les travailleuses et travailleurs afin de pouvoir profiter pleinement du temps en famille et de leurs loisirs.

- Inclure le droit à la déconnexion dans la prochaine stratégie de santé et de sécurité au travail.

- Les fermetures dues à la Covid ont montré à la fois l'intérêt de promouvoir le télétravail, pour des raisons sociales et environnementales, ainsi que le grand besoin de le réglementer davantage et d'éviter qu'il n'entraîne une augmentation de l'intensité du travail dans des environnements et des conditions de travail non adaptés. Le parti travailliste irlandais (Labour Ireland) a récemment proposé une loi sur le télétravail, actuellement débattue au Parlement irlandais, tandis que le sujet fait également l'objet de négociations entre les partenaires sociaux en France.

Une vie professionnelle saine

Il ne sert à rien de perdre sa vie à essayer de la gagner. Il n'y a pas de bien-être dans la vie privée lorsque le travail est une source de souffrance. Aujourd'hui, 8 % de tous les cas de cancer sont liés au travail (12 % des cas de cancer chez les hommes et 7 % des cas de cancer chez les femmes). Ces cancers professionnels pourraient être évités en éliminant les agents cancérigènes ou en réduisant l'exposition des travailleurs dans les procédés de production. Des améliorations en termes de protection des travailleuses et travailleurs contre le cancer professionnel ont été récemment annoncées par la Commission avec la quatrième révision de la directive sur les agents cancérigènes et mutagènes (2004/37/CE, « DCM »), qui, avec les trois révisions entreprises au cours duprécédent mandat 2014-2019, aboutissent à l'établissement de valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP) contraignantes pour 27 substances prioritaires. Pourtant, avec plus de 100 000 décès par cancer liés au travail par an, il reste encore du pain sur la planche. Il existe encore au moins 23 autres substances prioritaires contre lesquelles les travailleuses et travailleurs doivent être protégés. Certaines des valeurs limites sont encore beaucoup trop élevées et doivent être abaissées dès que possible.

Les troubles musculo-squelettiques (TMS) et les risques psychosociaux sont les principaux facteurs de risque signalés par les lieux de travail européens en 2019.[40] Même si les troubles musculo-squelettiques sont d'abord liés aux charges biomécaniques (charges, fréquences, répétitions, vibrations), ils sont aussi inextricablement liés aux formes d'organisation du travail et à la tendance générale à l'augmentation de la charge cognitive, sensorielle et psychosociale liée au travail. Les troubles musculo-squelettiques sont la raison pour laquelle des millions de travailleuses et travailleurs dans l'UE ne sont plus en mesure d'effectuer certaines tâches ou doivent même cesser complètement de travailler avant l'âge de la retraite. Une action européenne ambitieuse est nécessaire en ce qui concerne les troubles musculo-squelettiques pour s'attaquer au risque physique et favoriser une prévention efficace sur le lieu de travail. Cette prévention devrait inclure une approche sensible au genre, car elle est particulièrement pertinente pour prévenir les troubles musculo-squelettiques chez les femmes.

En outre, de plus en plus de travailleuses et travailleurs expriment leurs préoccupations concernant les maladies liées au stress. Plus de la moitié des journées de travail perdues dans l'UE sont dues au stress professionnel. Cela est dû à des facteurs tels que : l'insécurité de l'emploi, les horaires de travail longs ou irréguliers, la charge de travail excessive, le déséquilibre effort/récompense, une organisation et une gestion médiocres, la discrimination et différentes formes de harcèlement et de violence. Il s'agit d'un aspect qui ne peut être négligé lorsque l'on aborde les défis liés au travail et à la santé.

Les propositions:

- L'UE devrait élaborer un nouveau cadre stratégique sur la sécurité et la santé au travail pour l'après 2020, et s'engager à éliminer les décès liés au travail. Ce cadre stratégique devrait inclure une liste complète et des valeurs limites plus strictes pour les substances nocives, telles que les substances cancérigènes et mutagènes. L'UE devrait également présenter des propositions ambitieuses sur les troubles musculo-squelettiques et les troubles liés au stress, en coopération avec les partenaires sociaux.

- Le champ d'application de la directive sur les agents cancérigènes et mutagènes devrait être étendu aux substances reprotoxiques et aux médicaments cytotoxiques cancérigènes.

- L'UE doit proposer une directive sur le bien-être mental sur le lieu de travail, y compris la reconnaissance de l'anxiété, de la dépression et de l'épuisement professionnel comme maladies professionnelles. Cette directive sur le bien-être mental au travail devrait établir des mécanismes de prévention et de réintégration sur le lieu de travail pour les travailleuses et travailleurs affectés.

- Une législation européenne et nationale exhaustive sur les troubles musculo-squelettiques est nécessaire pour traiter les facteurs de risque et favoriser la prévention. Il est également nécessaire de former et de sensibiliser les travailleuses et travailleurs aux troubles musculo-squelettiques ainsi qu'au rôle clé des représentants de la santé et de la sécurité à cet égard.

3.4 UNE SOCIÉTÉ POUR TOUS LES ÂGES

L'article 3 du traité sur l'Union européenne stipule expressément que, parmi d'autres valeurs, l'UE s'engage également à promouvoir la solidarité entre les générations. Au cours de la dernière décennie, cela s'est avéré beaucoup plus difficile, car les taux de natalité sont en baisse, l'espérance de vie augmente et il y a un déséquilibre entre le nombre de jeunes et de personnes âgées qui travaillent, ce qui entraîne une modification rapide des relations conventionnelles entre les générations.

Interrogé sur la qualité de vie future, seul un citoyen européen sur quatre pense que les générations futures auront une vie meilleure.[41] D'une part, les jeunes d'aujourd'hui sont une génération aux perspectives plus sombres que la précédente. D'autre part, les systèmes de pension sont de moins en moins capables de garder au-delà du seuil de pauvreté les personnes âgées, et en particulier les femmes âgées. Dans le sillage de l'austérité, le manque de dépenses publiques pour des soins formels de qualité pour les personnes âgées signifie que des parents plus jeunes, principalement des femmes, ont dû assumer davantage de responsabilités pour s'occuper d'eux. Cela signifie également que nos systèmes de soins de santé n'étaient pas prêts pour l'épidémie de Covid-19.

Outre ces défis démographiques, le changement climatique constitue une menace majeure pour la durabilité de nos sociétés, ce qui fait que le bien-être des générations futures dépend des actions que nous entreprenons aujourd'hui. En Europe, les enfants, les pauvres et les personnes âgées sont les plus vulnérables et sont de plus en plus exposés aux conséquences du changement climatique.

En tant que socialistes et démocrates, nous sommes convaincus que chaque génération doit pouvoir vivre dans la dignité. Nous nous préoccupons non seulement du présent, mais aussi du bien-être des générations futures, ce qui signifie que nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour leur garantir une planète vivable. Les jeunes générations peuvent bénéficier d'investissements dans les infrastructures, l'innovation et une plus grande protection de l'environnement, tandis que les générations plus âgées ont besoin de pensions décentes et de soins publics et familiaux. Le modèle social européen doit offrir à la fois la solidarité et une vision claire du progrès social d'une génération à l'autre. Cela nécessite un lien social fort entre les jeunes et les personnes âgées et la volonté politique de placer la solidarité intergénérationnelle en tête des politiques européennes.

Une société adaptée aux personnes âgées

Nous devons repenser nos politiques économiques et sociales afin de créer des environnements favorables aux personnes âgées qui permettent à toutes à tous, indépendamment de l'âge, de prendre part à la société, de contribuer et de se soutenir mutuellement. Les employées et les employés, quel que soit leur âge, ne peuvent être considérés comme une marchandise dont on peut facilement se défaire. Nous voulons garantir la possibilité de travailler et de vivre en bonne santé en assurant de bonnes conditions de travail à toutes et à tous. Nous sommes convaincus que des services publics forts et de qualité sont le moyen le plus efficace de garantir la solidarité (intergénérationnelle) dans nos sociétés.

Les mesures prises pour répondre aux changements démographiques devraient être également bénéfiques pour toutes et tous en Europe. Pour cela, la solidarité intergénérationnelle doit être intégrée dans tous les domaines politiques et concerne en particulier les systèmes de protection sociale qui doivent protéger à la fois les jeunes et les personnes âgées, aujourd'hui et à l'avenir. Lorsque l'on réformera le droit du travail et les systèmes de protection sociale, il convient de tenir compte de l'impact de ces réformes sur toutes les générations.

Les propositions:

- **La pénibilité des professions devrait être prise en compte dans le calcul des pensions, et la possibilité effective de rester dans un emploi devrait être utilisée comme critère de base pour définir la durée de la vie active plutôt que l'espérance de vie.**

- **Des conditions de travail adaptées à l'âge sur le lieu de travail : une attention particulière doit être accordée à des possibilités de fin de carrière flexibles sans perte des droits à la retraite, y compris la réduction du temps de travail en fonction de la pénibilité du travail.**

- **La discrimination fondée sur l'âge est inacceptable, qu'il s'agisse de l'embauche de travailleuses ou travailleurs âgés ou de l'abaissement des normes salariales pour les jeunes. Les évaluations de l'impact sur le genre, les formations professionnelles pour les femmes âgées et la réduction de l'écart de rémunération et de pension entre les genres restent également clairement une priorité.**

- **Tous les Européennes et les Européens devraient se voir garantir une pension minimale qui reflète les niveaux de revenus nationaux. Les États membres devraient progressivement relever le montant de la pension minimale au-dessus du seuil de pauvreté (60 % du revenu médian national). Des alternatives aux pensions privées pourraient être développées, par exemple via des obligations d'épargne nationales.**

- **La mise en œuvre d'approches fondées sur le cycle de vie sur le lieu de travail peut contribuer à maintenir les personnes âgées plus longtemps en emploi et à transférer les connaissances et l'expérience d'une génération à l'autre, notamment par le biais de programmes de mentorat. Ces approches garan-**

tissent un environnement de travail sain et favorisent l'interaction, la coopération et la solidarité entre les différents groupes d'âge.

- **Nous devrions nous appuyer sur les premières réussites de la Garantie pour la jeunesse pour élaborer sur le même modèle des politiques de l'emploi à l'égard des personnes âgées, en faisant de l'aide personnalisée la norme pour aider les demandeurs d'emploi de tout âge à trouver du travail.**

- **Des services d'aide de qualité pour les enfants et les personnes âgées sont essentiels pour le bien-être de tous les groupes d'âge dans notre société, notamment pour la promotion de l'égalité des genres. Ce sont également des secteurs qui créent de nombreux emplois et qui peuvent être mutuellement bénéfiques pour les jeunes et les moins jeunes. Nous défendrons l'investissement dans les services d'aide, notamment par le biais de la Garantie pour l'enfance et dans le cadre d'une stratégie d'investissement social.**

- **L'éducation doit être accessible indépendamment de l'âge et des conditions sociales. Nous sommes convaincus de la nécessité de faire de l'éducation et de la formation tout au long de la vie un droit, reconnaissant que l'accès à une éducation abordable et de qualité, formelle et non formelle, pour les personnes de tout âge est une condition préalable au renforcement de la participation à la société, à l'accroissement de l'inclusion sociale et à la réduction de la discrimination.**

La solidarité intergénérationnelle, le fil d'Ariane du développement durable

La solidarité intergénérationnelle est un des principes majeurs du développement durable. Les défis posés par le changement climatique et le vieillissement rapide de la société peuvent être abordés séparément, mais ils sont aussi fortement liés entre eux. Le changement climatique est une question de justice intergénérationnelle. Si l'on tarde à agir, il sera plus coûteux socialement, économiquement et environnementalement pour les générations futures de vivre avec les effets d'un réchauffement climatique intensifié. Elle renforce également la nécessité de modérer l'approche excessive d'un modèle capitaliste qui gaspille les ressources et porte atteinte à l'environnement ainsi qu'aux perspectives des générations à venir au nom de bénéfices immédiats.

En effet, les concentrations totales de carbone dans l'atmosphère continuent d'augmenter rapidement. Les émissions mondiales ont été multipliées par 1,5 depuis 1990, et les émissions de CO_2 liées à la consommation d'énergie ont atteint un record historique en 2018.[42] Les citoyennes et citoyens européens semblent en être conscients, puisqu'ils ont indiqué que le changement climatique est l'un des plus grands défis auxquels le continent est confronté.[43] Les générations actuelles ont donc une responsabilité envers les générations futures pour assurer un progrès durable. Il est essentiel qu'elles contribuent à l'atténuation du changement climatique et fassent don d'un environnement sain à la génération suivante. L'implication de plusieurs générations permet de partager les droits, les responsabilités et les risques.

Les propositions:

- L'UE devrait suivre de près les objectifs climatiques fixés pour 2050 ainsi que des objectifs intermédiaires clairs (qui restent à définir). Cela implique que le pacte vert pour l'Europe doit offrir une stratégie européenne claire, couplée à des cibles nationales pour atteindre ces objectifs et une élimination progressive évidente des combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz). Aussi, l'utilisation des énergies renouvelables et les engagements envers une amélioration de l'efficacité énergétique doivent être rehaussés pour être en phase avec ce but à long terme.

- L'économie de l'Union européenne doit abandonner le modèle « linéaire », dans lequel les matières premières sont utilisées pour fabriquer un produit et ensuite jetées. Et ce, au profit d'une économie circulaire qui réduit les déchets et garantit un impact moindre en termes de consommation de ressources.

- L'UE devrait interdire les pratiques qui conduisent à l'obsolescence programmée des produits et introduire un étiquetage obligatoire sur la durée de vie prévue et la réparabilité des produits.

- L'UE doit renforcer ses stratégies de prévention et de gestion des déchets, et se montrer plus ambitieuse dans l'élaboration et la mise en œuvre de mesures d'écoconception et d'étiquetage énergétique afin d'accroître l'efficacité énergétique globale et l'efficacité des ressources des produits. Elle doit passer à une économie circulaire, tant pour la production que pour la consommation.

- L'UE devrait mettre au point une évaluation de l'impact environnemental rationalisée et sensible au genre, tant pour les projets qu'elle soutient que pour les politiques qu'elle met en place, y compris des projections à long terme sur une génération.

- La promotion d'une croissance verte riche en emplois, ainsi que l'accès à l'éducation, à la formation et aux politiques du marché du travail qui garantissent que les jeunes puissent acquérir les bonnes qualifications et compétences et soient accompagnés de manière appropriée pour occuper les emplois verts proposés. Voilà ce qui pourrait aider à aborder simultanément la transition climatique et le chômage des jeunes.

3.5 UNE ÉCONOMIE FÉMINISTE

Notre vision de l'Europe est celle d'une société qui offre l'égalité des chances pour toutes et tous et qui prend en compte le bien-être de chaque individu, quel que soit son genre. La prise en charge des enfants et des personnes âgées, l'impossibilité de travailler ou de gravir les échelons de carrière, la violence sexiste et le harcèlement sexuel sont autant de problèmes qui touchent plus fréquemment les femmes que les hommes. L'inégalité entre les genres empêche les femmes d'entrer sur le marché du travail, d'obtenir des emplois de bonne qualité et de contribuer ainsi au revenu du ménage et à la richesse de la société. Traiter les femmes sur un pied d'égalité avec les hommes, avec une contribution égale à la maison, au travail, ainsi que dans la vie publique conduit à des sociétés plus saines, plus heureuses, plus confiantes et plus justes.

Chaque femme a le droit de faire carrière, tout comme chaque homme a le droit d'élever ses enfants et de s'occuper de sa famille. Le PSE et le PSE Femmes appellent tous deux à l'élimination de toutes les formes de discrimination et de stéréotypes liés au genre, permettant aux femmes de bénéficier du même équilibre entre vie professionnelle et vie privée que les hommes et d'exercer un choix et un contrôle sur les opportunités économiques et la prise de décision politique à tous les niveaux.[46]

Pour garantir l'égalité entre les genres et la pleine protection des droits des femmes, il faut réorienter la politique économique vers une économie féministe. Les économies doivent être activement remodelées pour qu'elles fonctionnent pour les femmes grâce à une fiscalité progressive, à la responsabilisation des entreprises, à des services publics progressistes, à la protection sociale, à la redistribution des tâches non rémunérées, à des infrastructures durables et à un travail décent et équitablement rémunéré.

Des emplois de qualité pour les femmes aussi

Par rapport aux hommes, les femmes sont plus susceptibles d'occuper un emploi précaire tout au long de leur vie, quel que soit leur niveau d'éducation.[47] Alors qu'elles sont souvent contraintes de recourir à des modalités de travail flexibles pour concilier vie professionnelle et vie familiale, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à être confrontées à de bas salaires, des contrats à temps partiel et une faible sécurité d'emploi. Les femmes ont tendance à travailler de plus longues heures pour des salaires plus bas et à avoir moins de temps libre tout en assumant leurs responsabilités à plein temps à la maison. Les femmes gagnent en moyenne 16 % de moins par heure que les hommes, et les progrès ont été minimes au cours de la dernière décennie.

Les propositions:

- **L'UE, ainsi que chaque État membre, devrait s'attaquer à l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes et aux écarts de pension en imposant une législation claire prescrivant des objectifs contraignants par année, par pays et par groupe d'âge pour éliminer ces écarts et mettre en place des mécanismes de contrôle correspondants, ainsi que des mesures contraignantes sur la transparence des salaires.**

- **Des politiques plus ambitieuses de conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale devraient être mises en place, encourageant la participation des hommes aux responsabilités parentales et aux tâches non rémunérées sur un pied d'égalité avec les femmes.**

- **Les États membres devraient s'efforcer de mettre en place des services de garde d'enfants abordables, permettant aux femmes de participer à temps plein au marché du travail sans avoir à compter sur les membres de leur famille pour s'occuper des enfants.**

- **Si les secteurs excessivement occupés par les femmes, comme celui des soins de santé, doivent être revalorisés pour contrer la ségrégation entre les genres sur le marché du travail, nous devons en même temps passer à un modèle économique qui reconnaît, réduit et redistribue les tâches non rémunérées effectuées de manière disproportionnée par les femmes en plus de garantir leur droit de se syndiquer.**

- **Les préjugés liés au genre dans l'éducation, la formation et l'orientation professionnelle devraient être rectifiés afin d'encourager les femmes à choisir une carrière qui leur offre les meilleures perspectives professionnelles, de revenus et d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.**

Mettre fin à la violence liée au genre

Dans l'UE, une femme sur trois a subi des violences physiques et/ou sexuelles depuis l'âge de 15 ans.[48] Cela montre à quel point il est urgent de combattre toutes les formes de violence qui touchent les femmes, notamment la violence domestique, la violence entre partenaires intimes, la violence sexuelle et le viol, la traite des êtres humains, les mutilations génitales féminines, le harcèlement sexuel, le mariage forcé et les crimes dits d'honneur. Une société du bien-être restera une utopie si la moitié de ses membres sont confrontés à une telle menace pour leur sécurité personnelle.

Les propositions:

- **L'UE elle-même et tous ses États membres doivent ratifier et mettre en œuvre la Convention d'Istanbul, qui a été introduite par le Conseil de l'Europe en 2011 pour faire de l'Europe un endroit plus sûr pour toutes les femmes en reconnaissant les multiples formes de violence fondée sur le genre, en prenant des mesures pour la prévenir, protéger les victimes et poursuivre les auteurs de tels faits.**

- **Des mesures doivent être prises pour prévenir les formes émergentes de violence fondée sur le genre, telles que le harcèlement en ligne et les discours de haine antiféministes, en élargissant et en unifiant les définitions de la violence à l'égard des femmes et en appliquant une perspective de genre systématique aux politiques et programmes de l'UE liés à l'espace/au marché numériques, au commerce, à l'IA, à la concurrence, aux TIC et au développement.**

- **L'UE devrait promouvoir la ratification de la nouvelle convention de l'OIT sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail afin d'éliminer la violence sexiste sur le lieu de travail, en impliquant les employeurs en tant qu'agents du changement.**

Promouvoir l'autonomie des femmes, leur sécurité et leur capacité à s'impliquer politiquement

L'Union européenne a une responsabilité envers 52 % de sa population : celle de veiller à ce que les femmes aient une part égale sur le plan politique, économique et social.

Les propositions:

- L'Europe doit de toute urgence accroître et garantir la participation politique des femmes et encourager les modèles d'égalité pour les jeunes filles dans tous les secteurs par le biais d'actions ciblées. L'Europe doit encourager les partis et les institutions nationales et européennes à atteindre la démocratie paritaire, et à élaborer des politiques et des budgets plus sensibles aux questions de genre.

- Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour promouvoir une représentation équilibrée des travailleuses et des travailleurs et veiller à ce que les intérêts des femmes et des minorités soient correctement pris en compte tout au long du dialogue social.

- Afin d'atteindre l'équilibre entre les genres et de promouvoir le leadership féminin dans les secteurs privé et public, des quotas devraient être encouragés en débloquant la directive sur la présence des femmes dans les conseils d'administration et en élargissant son champ d'application au niveau de la direction et de l'encadrement. Il est nécessaire que la Commission européenne prévoie une initiative de secours si la directive reste bloquée au niveau du Conseil.

CHANGER DE FOCUS : POUR UNE SOCIÉTÉ DU BIEN-ÊTRE DISCOURS ET CHIFFRES

Contexte général.

L'UE et ses États membres sont actuellement confrontés à de nombreux défis qui exigent des réponses complexes. La pandémie de Covid-19 a souligné une fois de plus que nous ne pouvons plus agir « comme si de rien n'était ». Il est temps de revoir le mode d'organisation de nos sociétés et la nature de nos politiques. **Les citoyennes et citoyens peuvent compter sur les socialistes pour proposer un nouveau modèle de bien-être pour la société, un modèle auquel tout le monde peut souscrire. Nos propositions pour une société du bien-être :**

- **Nous voulons de bonnes conditions de travail et un équilibre entre vie professionnelle et vie privée pour que le travail soit au service d'une vie de qualité, et non l'inverse.**

La clé d'une vie heureuse réside dans le fait d'avoir plus de temps pour la famille et plus de temps libre pour se détendre[1]. Cela peut également contribuer au droit de chaque femme de faire carrière, tout comme au droit de chaque homme d'élever ses enfants et de s'occuper de sa famille.

Un quart de la population européenne (186 millions de personnes) déclare qu'il est difficile de prendre des congés familiaux quand on travaille.

- **Sécurité matérielle : Nous devons veiller à ce que le travail soit équitablement rémunéré.**

Nous devons veiller à ce que les personnes qui travaillent puissent gagner dignement leur vie. Les salaires doivent être adéquats. Une bonne qualité de vie et des négociations collectives sont nécessaires pour garantir que les bénéfices des entreprises n'iront pas seulement aux actionnaires, mais aussi à ceux et celles grâce à qui ces bénéfices sont possibles. Le nombre croissant de travailleuses et travailleurs pauvres en Europe aujourd'hui souligne l'urgence de mettre en place des salaires minimums décents et des contrats stables. Une initiative européenne coordonnée devrait aboutir à une augmentation de salaire pour les travailleuses et travailleurs de première ligne, notamment les professionnels de la santé, les livreurs, les vendeurs, les nettoyeurs ou les chauffeurs routiers. Ils et elles ont toutes et tous permis à nos sociétés de continuer à fonctionner tout au long de la crise de la COVID-19.

En 2018, 10% des personnes en situation de travail étaient menacées de pauvreté dans l'UE des 27 (74,6 millions d'individus).

- **La vie après la Covid-19 ne doit pas être un retour aux affaires courantes. Il s'agit plutôt de la première étape menant à nouvelle UE plus durable, adaptée à toutes et à tous.**

La façon dont nous consommons et produisons a un impact sur notre environnement. Il existe des alternatives aux modèles économiques qui ne cherchent que le profit et aux pratiques non durables. Les entreprises qui recherchent des produits d'origine locale, les chaînes d'approvisionnement courtes ou les coopératives, par exemple, cherchent à améliorer l'environnement et la société et nous devons donc les soutenir. Nous devons

1 Tamás Boros, Maria Freitas, David Rinaldi, Ania Skrzypek, (2020) What is the European Dream? Survey on European Dreams for the Future of Europe FEPS & Policy Solutions, p. 22

veiller à ce que les considérations sociales et environnementales priment sur la recherche du profit.

Les entreprises d'économie sociale représentent 10 % de l'ensemble des entreprises de l'UE, soit 8 % de son PIB, environ 1000 milliards d'euros.

- **La population aspire à davantage de protection : nous luttons pour une Europe du bien-être avec des États-providence forts.**

Nous avons le devoir de protéger les personnes qui tombent malades, perdent leur emploi, souffrent d'un handicap ou passent par des temps difficiles. De nombreux éléments montrent que des systèmes de protection sociale performants sont associés à un bien-être social plus élevé[2]. Nous voulons des ambitions européennes fortes pour une Garantie européenne pour l'enfance et des systèmes de revenu minimum efficaces dans tous les États membres.

92,4 millions de personnes dans l'UE des 27 sont menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale soit un cinquième de la population de l'UE des 27.

- **L'égalité entre les hommes et les femmes nécessite une véritable transformation de notre société, tant sur le plan culturel que social, stimulée par des politiques publiques ambitieuses.**

Nous devons combattre l'écart de rémunération et les inégalités entre les genres dans l'emploi par le biais de services publics sexotransformateurs agissant sur les infrastructures (physiques et sociales), les soins publics et les soins de santé, l'éducation publique, l'eau et l'assainissement, l'énergie publique, les transports publics et la protection sociale.

L'écart entre les genres en matière d'emploi s'élevait à 11,7 % en 2019, seulement 67,3 % des femmes dans l'ensemble de l'UE ayant un emploi, contre 79 % des hommes (données UE27).

- **Des politiques au-delà du PIB : les politiques publiques doivent aller au-delà de la seule croissance du PIB et améliorer la vie quotidienne de toute la population, tant dans la sphère publique et professionnelle que privée.**

Un système fiscal équitable et progressiste est un élément central dans la lutte contre les inégalités. Il est essentiel pour que l'État puisse déployer son système de protection sociale. Des réductions notables dans l'inégalité des revenus résultent du passage d'un système d'imposition uniforme à un système progressif et cet impact positif, est visible en termes macroéconomiques et d'emploi.[3]

En raison du montant du patrimoine financier privé comptabilisé dans un pays autre que le pays de résidence du ménage, les recettes estimées correspondantes de l'UE perduesdu fait de cette évasion fiscale internationale sont de 46 milliards d'euros (0,32% du PIB en 2016).

2 Radcliff, B. (2013), The political economy of human happiness: How voters' choices determine the quality of life, Cambridge University Press.
3 Commission européenne (2018) Progressive tax reforms in flat tax countries, Rapports techniques du CCR, https://ec.europa.eu/jrc/sites/jrcsh/files/jrc115044.pdf

Eure
Wir sind
SOZIAL
UNRUHIG
ver.di JUGEND

Assurer des services publics qui diminuent les inégalités de genre

Lorsqu'ils sont conçus, financés et fournis correctement, les services publics peuvent s'attaquer aux causes structurelles de la discrimination en redistribuant le pouvoir et les ressources. Les services publics qui améliorent l'égalité des genres comprennent les infrastructures (physiques et sociales), les soins publics et les soins de santé, l'éducation publique, l'eau et l'assainissement, l'énergie publique, les transports publics et la protection sociale. Ils doivent être accessibles et abordables pour toutes et tous.

Les propositions:

- **L'UE et ses États membres devraient donner la priorité aux politiques fiscales qui prévoient des ressources suffisantes à la fourniture de services publics universels.**

- **La responsabilité et la transparence dans la prise de décision, le financement, la mise en œuvre et le suivi doivent être améliorés, en veillant à ce que les organisations de femmes et les syndicats soient impliqués de manière significative.**

3.6 DES ÉTATS-PROVIDENCE EFFICACES ET SOLIDAIRE

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'État providence est caractéristique des pays européens. Il en façonne la vie politique, sociale et économique. Il s'agit d'une force essentielle de notre continent qui contribue à maintenir la cohésion de nos sociétés, tant dans les périodes fastes que dans les périodes difficiles. Ce mode d'organisation prend des formes différentes en fonction de critères géographiques, historiques, de dépenses et de développement. Ainsi, il existe différents modèles d'État-providence : le nordique, le continental, le méridional, celui de l'Est et l'anglo-saxon. Tous sont structurés en une série de politiques publiques organisées en différents systèmes de protection sociale, fournissant des services intégraux et des avantages économiques pour une vie décente dans différents domaines : sécurité sociale, soins de santé, éducation, logement, emploi, justice, services sociaux pour les groupes vulnérables, transport, gestion des déchets, approvisionnement en énergie et eau potable. Les services publics sont essentiels au bon fonctionnement de la société et ils ont tous la même importance. Tout comme la qualité des services de santé détermine directement le bien-être d'une personne, l'eau potable et l'élimination hygiénique des déchets sont également des facteurs essentiels de la qualité de vie.

Ces systèmes de protection sociale protègent les personnes de la volatilité économique et contribuent à atténuer les inégalités en matière de santé, d'éducation et sur le marché du travail. Ils sont également essentiels pour prévenir la pauvreté et protéger les personnes dans le besoin. La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est à son tour essentielle pour promouvoir le bien-être, tout en soutenant la croissance économique. De nombreux éléments montrent que des systèmes de protection sociale performants sont associés à un bien-être social plus élevé.[49] Chacun doit donc pouvoir accéder à et bénéficier d'une protection sociale et de services publics solides. La défense des services publics et du rôle de l'État est la base de notre position politique. La crise de la Covid-19 n'a fait que renforcer notre conviction.

Des services publics sociaux forts en temps de crise et en temps de paix

Comme si une décennie de défis socio-économiques pour l'UE ne suffisait pas, la crise du coronavirus a agi comme un coup de semonce. La Covid-19 a non seulement soulevé la question de la solidarité qui est à la base de notre Union, mais elle a également montré que des services publics forts, bien financés et résilients ne sont pas un fardeau, mais bien un pilier central de la stabilité et du bien-être de nos sociétés. Cette crise nous a confortés dans l'idée que notre aspiration fondamentale à une société fondée sur la solidarité et des services publics forts est la voie à suivre. Nous sommes déterminés à intensifier nos efforts pour défendre des États-providence forts.

Il est urgent d'adopter une nouvelle logique pour la fourniture de biens et de services publics. Pendant trop longtemps, les néolibéraux ont considéré les services publics comme une charge dont ils devaient se débarrasser. Imposer une culture d'entreprise aux services publics montre aujourd'hui ses limites. La réduction des coûts, les « politiques de déstockage » et la gestion à flux tendu peuvent fonctionner pour certaines entreprises qui vendent des biens, mais elles ne résistent pas à l'épreuve d'une épidémie qui prive les hôpitaux de lits pour leurs patients et de masques pour le personnel soignant, le tout accompagné d'un manque de personnel, déjà débordé, pour pouvoir s'occuper des malades. Nos systèmes de santé devraient prévoir des marges de manœuvre pour faire face à l'imprévu. Nous ne pouvons pas continuer à évaluer l'efficacité des systèmes de santé, et des services publics en général, sur la seule base de leur coût.

Les services publics, en matière de soins de santé, d'éducation, de protection sociale, etc. sont les piliers de notre société, et ils doivent recevoir l'attention et le soutien qu'ils méritent. Ils constituent le capital de ceux qui en sont dépourvus et devraient être considérés comme une richesse commune.[50] Cela signifie qu'il faut renforcer et, dans certains cas, étendre la fourniture publique ou sous contrôle public des services publics traditionnels dans le sens d'un meilleur bien-être social et environnemental.

Le bien-être la population ne peut être assuré que si des services publics de qualité et efficaces sont en place, sous l'égide d'États forts. Notre famille politique se battra avec encore plus de fougue pour les défendre, les promouvoir et les étendre.

Les propositions:

- Tous les pays européens doivent offrir à leurs citoyennes et citoyens des filets de sécurité sociale efficaces et performants. En temps de paix et de prospérité, les services sociaux doivent aider les personnes à participer pleinement à la société, tout en maintenant des capacités suffisantes pour faire face à une situation d'urgence et assurer la protection de chaque individu.

- Tout travailleur, toute travailleuse doit également avoir droit à un congé de maladie payé et ceux et celles dans des emplois atypiques doivent également être soutenus lorsque leur employeur principal ou le contractant cesse ses activités, par exemple en cas de confinement.

- La protection sociale, par le biais de régimes nouveaux ou existants, devrait être assurée à tous les travailleuses et travailleurs, y compris ceux et celles de plateformes, les saisonniers et migrants, et les indépendants. Ils et elles doivent avoir accès aux allocations de chômage, à l'aide sociale et aux programmes d'emploi publics lorsqu'ils en ont besoin.

- L'État providence européen devrait garantir à la population européenne des services publics et des avantages économiques pour une vie décente dans différents domaines : soins de santé, éducation, logement, emploi, sécurité sociale, justice et services sociaux.

- Il doit également garantir l'accès aux services essentiels tels que les transports, l'eau, l'énergie, l'assainissement. Trop souvent, la privatisation de ces services a entraîné une baisse de la qualité, une inégalité ou une rupture d'accès et une augmentation des coûts. Cette situation doit être évitée et inversée chaque fois qu'elle a un impact négatif sur les bénéficiaires et les utilisateurs.

- Les services publics doivent être axés principalement sur leurs bénéficiaires et leurs utilisateurs, plutôt que sur les coûts. Ils doivent être suffisamment bien financés pour payer correctement et fonctionner dans de bonnes conditions.

- Pour garantir l'accès de l'ensemble de la population, une couverture territoriale complète des services publics est essentielle et doit également refléter les réalités locales

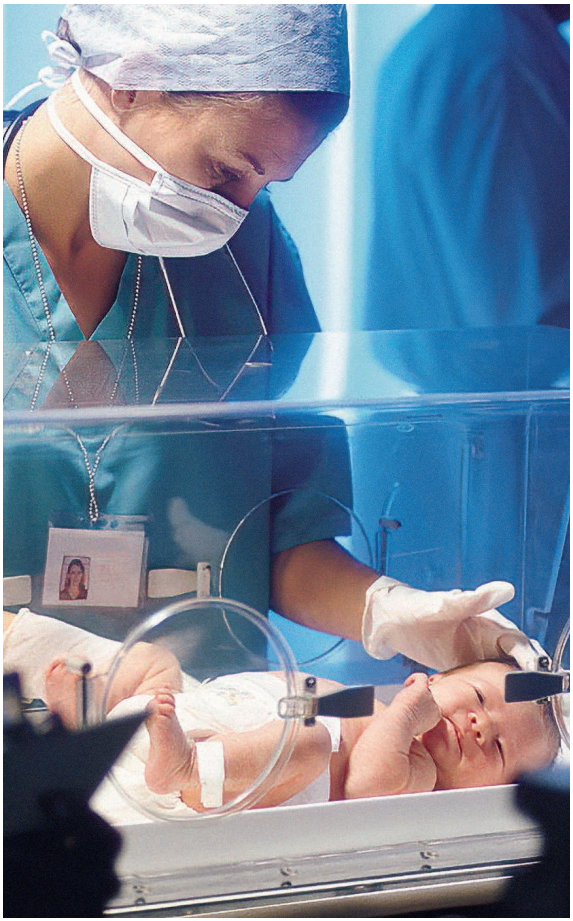
- Les autorités locales, régionales et nationales devraient être impliquées dans la mise en œuvre des objectifs sociaux et des services publics et devraient collaborer pour concevoir des politiques solides et assurer un financement adéquat.

Des soins de santé abordables et de qualité pour toutes et tous

Les services de santé et d'aide sociale sont essentiels au bien public et au bien-être de toutes et tous dans une société. À l'instar d'autres piliers de la société — l'éducation, la culture, l'eau, l'assainissement — la santé et l'aide sociale ne sont pas une marchandise comme les autres. C'est un droit qui ne peut être uniquement soumis ou laissé aux forces du marché. Nous sommes opposés au principe de marchandisation de la santé. L'accès à des services de qualité est un droit social inhérent à toute personne et doit le rester en Europe. Il est donc essentiel de continuer à lutter pour une couverture sanitaire universelle, notamment en améliorant l'accès des groupes vulnérables, dont les sans-abri et les migrants. Nous soutenons une définition d'un bien public mondial qui englobe les services de santé et d'aide sociale, et qui permet aux États membres de prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir les systèmes nationaux de santé et d'aide sociale. Une action coordonnée aux niveaux local, régional, national et européen est nécessaire pour atteindre l'ODD 3 des Nations unies sur la santé et le bien-être.

Les travailleuses de la santé, les infirmiers, les soignantes et les médecins, toutes et tous des hommes et des femmes qui étaient et sont toujours en première ligne dans la lutte contre le virus de la Covid-19, ont été applaudis à juste titre comme des héros et des héroïnes. Leurs efforts et leurs sacrifices doivent être récompensés. Pourtant, ils et elles sont trop souvent sous-payés, souffrent d'un manque de personnel et de ressources, notamment en ce qui concerne les infirmiers et le personnel de soutien. Au cours des dernières années, ils ont dû supporter une part importante des différentes restrictions budgétaires en matière de santé publique. La crise n'a pas seulement mis en évidence la pénurie de travailleuses, de travailleurs et de spécialistes dans nos hôpitaux. Elle nous a rappelé les heures et les conditions de travail difficiles qu'ils et elles connaissent en tentant de sauver des vies.

En tant que sociaux-démocrates, nous devons faire tout notre possible pour améliorer le statut financier et les conditions de travail des travailleurs et travailleuses de la santé. Un certain nombre de mesures doivent



être prises pour atténuer une partie de la pression et du stress auxquels le personnel de santé est confronté : limiter le nombre d'heures effectuées dans des circonstances normales ; augmenter le nombre de travailleuses et travailleurs de la santé disponibles ; renforcer la formation du personnel médical et soignant ; offrir des possibilités de formation tout au long de la vie ; assurer un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée ; garantir des salaires plus élevés et rendre la profession attrayante pour les générations futures. Pour nous, il est clair que pour fournir des services de santé de la meilleure qualité possible, il est fondamental que nos hôpitaux publics soient dotés d'un personnel adéquat. Ces hommes et ces femmes, médecins et infirmiers, doivent pouvoir travailler dans les meilleures conditions possibles.

La prévention des maladies et la promotion d'un mode de vie sain sont de plus en plus au centre des préoccupations des systèmes de santé. Une action préventive permet aux gens de mieux contrôler leur santé, d'éviter les comportements nocifs et d'obtenir des avantages à long terme, notamment une réduction des dépenses de santé des ménages. La prévention est un aspect essentiel de la réponse à l'augmentation des maladies chroniques en Europe. Plus encore, les actions préventives favorisent une meilleure qualité de vie et le bien-être de chacun, notamment dans un contexte où l'on vit en moyenne plus longtemps que jamais. Pour relever véritablement les nombreux défis en matière de santé, nous devons nous attaquer aux causes profondes et nous concentrer sur la promotion d'un mode de vie sain et la prévention des maladies. En définitive, les investissements dans les soins de santé et la promotion de la santé permettront à la fois de réduire la charge pesant sur les économies nationales et d'améliorer la qualité de vie des populations.

Au-delà de la lutte contre les maladies qui affectent la vie des gens, il est donc essentiel de s'attaquer aux facteurs de risque qui conduisent à une mauvaise santé. Outre les mesures sanitaires, nous devons nous attaquer aux déterminants socio-économiques des mauvaises conditions de santé qui empêchent les gens de mener une vie plus saine. Pour des soins de longue durée efficaces et efficients, il est donc extrêmement important d'envisager des systèmes de soins intégrés, ce qui inclut la coordination entre les systèmes de santé et les systèmes de services sociaux. Les populations les plus vulnérables, notamment les personnes handicapées, âgées et dépendantes, ont besoin à la fois de soins de santé et d'aide sociale, d'où la nécessité de créer des synergies. Le modèle des soins intégrés doit être envisagé et pensé au niveau de l'UE et des États membres dans le plein respect du principe de subsidiarité. Parallèlement, une action coordonnée doit être menée aux niveaux local, régional et national en ce qui concerne les facteurs de santé environnementale à l'origine des maladies chroniques, tels que la pollution atmosphérique.

La santé mentale est l'une des conditions préalables fondamentales au bien-être. Les troubles de santé mentale, tels que la dépression ou l'anxiété, touchent plus d'une personne sur six dans l'UE. Les personnes ayant des troubles de santé mentale sont souvent confrontées à la stigmatisation et à l'exclusion, y compris de la part de leurs proches et de leurs amis, et leurs troubles peuvent les pousser à consommer de l'alcool et des drogues. Outre l'impact qu'elle a sur la santé des individus, une mauvaise santé mentale exerce une pression supplémentaire sur les services sociaux et de santé. Il est donc nécessaire d'adopter une stratégie globale et proactive en matière de santé mentale. La santé n'existe pas sans la santé mentale.

Les propositions:

- Le principe de l'accès universel et des soins de santé publics doit guider la politique européenne de santé.

- Promouvoir des systèmes de soins intégrés et améliorer la coordination entre les soins de santé et les autres services sociaux.

- En tant que sociaux-démocrates, nous devons faire tout notre possible pour améliorer le statut financier et les conditions de travail des travailleurs et travailleuses de la santé.

- L'UE devrait élaborer un nouveau cadre stratégique sur la sécurité et la santé au travail pour l'après 2020, et une directive sur le bien-être mental sur le lieu de travail comprenant une vision zéro pour les accidents mortels et les maladies professionnelles, ainsi que la reconnaissance de l'anxiété, de la dépression et du burn-out comme maladies professionnelles liés au travail.

- Élaborer d'urgence une stratégie européenne en matière de santé mentale, en mettant l'accent sur la promotion de la prévention, du diagnostic précoce, du traitement et de la déstigmatisation des troubles mentaux.

Le PSE a développé ses propositions pour des soins de santé de qualité et abordables pour toutes et tous, dans une publication qui y est consacrée.

Assurer le recours effectif aux prestations de protection sociale

Bien qu'à divers degrés, tous les pays européens partagent le défi du non-recours aux prestations de protection sociale existantes.[51] Le non-recours aux prestations peut être défini comme la « non-réception de prestations par des personnes qui y ont droit ».[52] Il survient lorsqu'une partie de la population ayant droit à une prestation, appartenant souvent aux groupes les plus vulnérables, ne la réclame pas. Cela peut être dû à diverses raisons : le manque d'informations sur l'admissibilité à une prestation, une procédure de demande trop complexe, coûteuse ou longue alors que le niveau de la prestation est faible ; et la réticence des personnes admissibles à demander la prestation s'il existe une possibilité que d'autres personnes découvrent qu'elles en ont besoin, ce qui entraîne un sentiment de stigmatisation.[53] La réduction du taux de non-recours est donc essentielle à l'efficacité des systèmes de protection sociale. Cela améliorerait la situation des principaux bénéficiaires et pourrait contribuer à l'atteinte des objectifs de l'UE en matière d'emploi et de pauvreté. Cela permettrait également d'éviter des coûts sociaux et économiques plus importants à long terme, en facilitant l'accès aux services publics, à la nourriture, au logement et aux soins de santé.

Le non-recours est moins probable lorsque les prestations démarrent automatiquement sur la base des données disponibles, sans qu'il soit nécessaire de présenter une demande. Cela permet d'éliminer la charge des procédures administratives et une perte de temps pour les demandeurs. Lorsque la demande est considérée comme inévitable, le non-recours peut être réduit en rendant les procédures aussi proactives et simples que possible, en alertant les bénéficiaires potentiels qu'ils peuvent être admissibles.[54]

Les propositions:

- **Les politiques de l'UE devraient soutenir et promouvoir le démarrage automatique des prestations sociales aux bénéficiaires et favoriser les guichets uniques pour simplifier les démarches administratives des bénéficiaires.**

- **Les gouvernements doivent s'efforcer de rendre leurs systèmes plus efficaces. Cela peut être facilité par une plus grande numérisation des services publics en Europe, tout en maintenant l'accès physique au moins pour certains publics qui ne maîtrisent pas les outils informatiques. Cette numérisation accrue ne doit pas se faire au détriment de la qualité du service fourni.**

- **Les politiques de prestations sociales doivent être plus transparentes et mieux communiquées à l'intention de leurs groupes cibles et de la population en général, afin de garantir que toutes et tous soient bien informés de leurs droits.**

Alternatives à la conditionnalité et aux sanctions pour les personnes en situation de pauvreté et de chômage[55]

L'UE s'efforce de garantir le plein emploi, un objectif qui implique que toute personne capable et désireuse de travailler trouve un emploi dans les plus brefs délais. Pourtant, cette ambition a trop souvent négligé la qualité des emplois disponibles ainsi que leur adéquation avec les compétences, les capacités et la situation personnelle des demandeuses et demandeurs d'emploi. Trop souvent, les allocations de chômage ont été considérées comme des freins à l'emploi et les conditions d'admissibilité à la protection sociale sont devenues plus strictes avec l'imposition de la « conditionnalité » en échange des allocations. Le refus d'une offre d'emploi ou l'incapacité à réintégrer le marché du travail dans un certain délai déclenche des sanctions, ce qui rejette la faute sur l'individu et, partant, la responsabilité collective d'offrir des emplois durables et de bonne qualité, adaptés aux compétences spécifiques et à la situation personnelle de chacun.[56]

Cette pression pour trouver un emploi pousse les individus à accepter tout type de contrat de travail, comme des contrats plus courts et plus précaires, des emplois indépendants forcés ou fictifs, du travail intérimaire, des stages non rémunérés, etc., ce qui entraîne une augmentation du travail précaire, du gaspillage de talents et de la frustration personnelle, et a donc un impact négatif sur le bien-être. Couper les prestations sociales aux bénéficiaires les plus vulnérables risque également d'aggraver leur situation individuelle.

Les systèmes de protection sociale devraient fonctionner de manière à fournir aux personnes l'assistance et le soutien personnalisés nécessaires pour trouver des emplois de bonne qualité qui offrent une certaine sécurité, garantissent le respect des droits sociaux et permettent un épanouissement dans la vie personnelle et professionnelle.

Les propositions:

- **Identifier les meilleures pratiques et s'appuyer sur l'expérience de la Garantie pour la jeunesse pour fournir un soutien individuel personnalisé aux demandeuses et demandeurs d'emploi et explorer la possibilité d'instaurer un principe de « garantie d'emploi ».**

- **Un processus de recrutement public pour des projets d'intérêt général pourrait être considéré comme une mesure de lutte contre le chômage, en particulier dans le sillage de la Covid-19, ainsi que la réorientation des allocations combinées pour couvrir les coûts du chômage dans des projets d'intérêt général, en s'inspirant de la pratique des « Zone Zéro Chômeur de Longue Durée » proposée par le PS France et le PS Belgique.**

3.7 AU-DELÀ DES BÉNÉFICES : DES MODÈLES D'ENTREPRISE ET DE CONSOMMATION ALTERNATIFS

Les sociétés et les entreprises sont généralement considérées comme des entités fonctionnant selon les règles de l'offre et de la demande et dont l'objectif est de maximiser les gains. Pourtant, il existe des modèles commerciaux alternatifs qui prennent mieux en compte les préoccupations sociales et environnementales et contribuent davantage à l'amélioration du bien-être de la population. Afin de s'assurer que les considérations sociales et environnementales priment sur la recherche de bénéfices, il convient de favoriser, dans la mesure du possible, des formes alternatives d'entreprise. Celles-ci mettraient davantage et plus globalement l'accent sur la responsabilité collective de l'impact de leurs activités sur la société et l'environnement.

Économie sociale

En 2015, les conclusions du Conseil Emploi et affaires sociales adoptées sous la présidence luxembourgeoise ont reconnu que « les entreprises de l'économie sociale [...] favorisent une économie plus durable et ancrée localement. »[57] Le secteur de l'économie sociale offre en effet des biens et des services qui œuvrent dans l'intérêt du grand public, en utilisant leurs bénéfices principalement pour atteindre des objectifs sociaux et sociétaux, plutôt que pour optimiser les gains de leurs propriétaires et actionnaires.[58] Par opposition au modèle économique dominant, l'économie sociale se caractérise par le fait de privilégier les personnes par rapport au capital, ainsi que la croissance durable, l'équilibre entre les résultats sociaux et économiques, et la gouvernance et l'appropriation démocratiques. L'économie sociale n'a cessé de croître au fil des ans, les entreprises d'économie sociale représentant 10 % de l'ensemble des entreprises de l'UE, soit 8 % de son PIB.[59]

Les propositions:

- **Le développement de l'économie sociale est inégal et varie selon les États membres. Pour aider au développement futur, l'UE devrait adopter un cadre réglementaire européen qui reconnaîtrait les différentes formes d'économie sociale en Europe et permettrait aux prestataires de l'économie sociale d'opérer sur une base juridiquement sûre tout en bénéficiant des avantages du marché intérieur et de la libre circulation**

- **L'UE devrait veiller à ce que les règlements relatifs aux financements européens facilitent l'accès des acteurs de l'économie sociale. Investir dans les services sociaux et l'économie sociale, ainsi que faciliter l'accès à du financement pour les organisations de l'économie sociale, peut fortement soutenir la création d'emplois, y compris pour les travailleuses et travailleurs défavorisés, tout en contribuant au bien-être de l'ensemble de la population et à une cohésion plus forte.**

- **Contrôler la mise en œuvre de la directive sur les marchés publics de 2014 et aider les autorités publiques, en particulier les administrations locales et régionales, à inclure des considérations sociales et environnementales dans les appels d'offres publics.**

- **Fournir de la flexibilité et des orientations sur l'application proportionnée des règles relatives aux aides d'état pour les organisations de l'économie sociale.**

Consommation locale et circuits courts d'approvisionnement alimentaire

De nouvelles formes de consommation sont apparues, mettant davantage l'accent sur la durabilité sociale et environnementale, notamment en privilégiant les produits locaux par rapport aux produits importés. Ce phénomène est particulièrement visible dans le secteur alimentaire. Ces derniers temps, les chaînes d'approvisionnement alimentaire courtes et les marchés locaux, où les agriculteurs et agricultrices vendent leurs produits directement aux consommateurs ou avec un minimum d'intermédiaires, ont fleuri dans tous les pays de l'UE, tant dans les zones rurales qu'urbaines. Elles représentent une alternative aux chaînes alimentaires conventionnelles plus longues, où les petits agriculteurs et agricultrices ont souvent peu de pouvoir de négociation et où le consommateur ne peut pas remonter jusqu'à un producteur connu ou une région locale. Ils offrent un prix plus juste aux agriculteurs et agricultrices, un accès à des produits frais et de saison pour les consommateurs, un impact environnemental réduit, un soutien à l'économie locale et une plus grande cohésion sociale au niveau local.[60] La bioéconomie, en mettant davantage l'accent sur l'impact environnemental d'un produit et son effet bénéfique sur la santé, a le potentiel de contribuer fortement au bien-être de la population ainsi qu'à l'économie locale. En particulier, l'agriculture et le secteur alimentaire doivent être davantage encouragés à produire des aliments sains, de qualité et abordables tout en préservant la nature et la biodiversité et en réduisant l'impact des chaînes d'approvisionnement longues sur les émissions de carbone.

Les propositions:

- Le soutien de l'UE à l'agriculture, notamment par le biais de la PAC, devrait aider les agriculteurs et les agricultrices dans leur transition vers des méthodes de production plus durables et l'atténuation du changement climatique, en se concentrant davantage sur la production biologique, le bien-être animal, la préservation de la biodiversité, la réduction des pesticides nocifs, la gestion durable des forêts et des paysages fragiles.

- Une stratégie de l'UE pour la transition vers un système alimentaire durable devrait être élaborée afin de garantir, entre autres, que tous les fonds de l'UE contribuent pleinement à la transition vers un système alimentaire pérenne, notamment en soutenant davantage l'agriculture durable à petite échelle.

- Tout en préservant l'objectif de sécurité alimentaire pour l'UE et sa population, il est crucial de limiter le gaspillage alimentaire. La nouvelle PAC post 2020 doit donc également s'attaquer à la surproduction et aux défaillances du marché de l'alimentation et de la nutrition. Le gaspillage de nourriture et de ressources est inacceptable alors que certains des plus vulnérables souffrent encore de la faim.

- La stratégie « de la ferme à la table » doit s'attaquer à l'impact environnemental de la transformation des aliments et de la vente au détail. Il est essentiel que les objectifs de réduction des pesticides et des perturbateurs endocriniens, l'accent mis sur les techniques agricoles innovantes à faible impact et l'affectation de jusqu'à 40% de l'ensemble des fonds de la PAC à l'action climatique soient mis en œuvre comme l'a communiqué la Commission européenne.

- Le modèle de l'économie circulaire présente de grands avantages pour le secteur agricole en termes de limitation de l'impact du transport, du stockage, de l'emballage et des déchets. De nouvelles façons de réutiliser les ressources existantes doivent être explorées et soutenues.

- La politique agricole commune devrait réorienter son soutien des grandes exploitations industrielles vers les petits producteurs durables et des fonds doivent être mis à la disposition des agriculteurs et agricultrices qui s'engagent dans la transition vers la durabilité, ainsi que pour les techniques agricoles innovantes et les nouveaux petits producteurs durables.

3.8 INVESTISSEMENT SOCIAL ET FISCALITÉ PROGRESSIVE

La déréglementation du marché du travail s'est trop souvent accompagnée d'une réduction des dépenses de protection sociale, ce qui signifie que l'aide et les services destinés aux plus démunis en Europe ont été réduits. Les dépenses consacrées aux politiques actives du marché du travail et à l'aide au revenu des personnes sans emploi ont diminué et ont entraîné une augmentation des inégalités. En tant que socialistes, nous nous engageons à garantir une Europe d'égalité et de justice en promouvant des mesures visant à réduire les inégalités sociales, à lutter contre la pauvreté et à accroître la solidarité.[61]

Garantir les droits sociaux et préserver la cohésion sociale passent par une action à tous les niveaux de gouvernement. Les villes et les autorités locales et régionales sont souvent le niveau de gouvernement le plus proche des gens et de l'économie locale. En tant que tels, ils sont les mieux placés pour déterminer les inégalités existantes et les changements sur le marché du travail et y répondre. Toutefois, il ne suffit pas d'être proche des bénéficiaires et de pouvoir comprendre leurs attentes. Il est essentiel que les autorités disposent des ressources financières et professionnelles et des capacités nécessaires pour fournir un soutien social adéquat.

Investissement social

L'investissement social ne doit pas être considéré comme une charge pour les finances publiques. Il s'agit d'un facteur de production essentiel à une croissance à long terme et des recettes fiscales durables. En 2013, à l'initiative du commissaire PSE László Andor, la Commission européenne a défini l'investissement social comme étant des politiques visant à renforcer les compétences et les capacités des personnes et à les aider à participer pleinement à l'emploi et à la vie sociale, notamment dans les domaines d'action clés que sont l'éducation, les services de garde d'enfants de qualité, les soins de santé, la formation, l'aide à la recherche d'emploi et la réinsertion. Le socle des droits sociaux s'en fait aujourd'hui fortement l'écho. Afin de lutter contre les inégalités, d'améliorer la productivité et la participation au marché du travail, l'investissement social doit également aller au-delà de l'investissement typique dans le capital humain (éducation) en investissant dans les enfants, les femmes, les minorités, le logement social, l'accès à la santé et le bon fonctionnement et l'accessibilité des services publics. Bien que la responsabilité de mettre en place des sociétés de bien-être robustes incombe principalement aux gouvernements nationaux, l'Union européenne peut fixer le cadre d'États-providence forts et de services publics bien financés permettant un accès effectif au logement social, aux soins de santé et aux services essentiels.

Pourtant, l'évaluation des objectifs budgétaires et sociaux dans les recommandations spécifiques par pays (CSR — Country-specific recommendations) du Semestre européen reste déséquilibrée et insiste exagéremment sur les coûts du progrès social. Il faut un changement de paradigme et une véritable impulsion pour que l'investissement social fasse partie intégrante de la boîte à outils politiques de l'UE.

Les propositions:

- **Le pacte de stabilité et de croissance (PSC) doit être revu afin d'exclure les investissements publics du calcul du déficit public, en particulier les investissements liés au renforcement du capital humain tels que l'éducation, les soins de santé et la création de compétences, mais aussi le soutien aux systèmes de sécurité sociale, les logements abordables, les services sociaux, les soins de santé.**

- **La flexibilité fiscale doit être introduite pour promouvoir la mise en œuvre de politiques sociales progressistes dans les États membres.**

- **Les dépenses d'investissement social doivent garantir que la planification, la programmation et la budgétisation contribuent à la promotion de l'égalité des genres et à la concrétisation des droits des femmes.**

Imposition progressive

Un système fiscal équitable et progressif est un élément central de la lutte contre les inégalités.[62] Il est essentiel pour que l'État ait les moyens de déployer son système de protection sociale et pour assurer la redistribution des gains économiques au sein de la population. Cela nécessite une modernisation des systèmes de taxation pour tenir compte des améliorations technologiques dans la production et la fourniture de services ainsi que de la numérisation de l'activité des entreprises.

La création de valeur ajoutée évolue également et découle de plus en plus du capital. La politique fiscale doit également en tenir compte, car elle repose encore principalement sur la main-d'œuvre. Les bénéfices liés à la productivité devraient contribuer à une prospérité largement partagée, même s'ils proviennent des machines. La politique fiscale doit être actualisée et adaptée aux nouvelles sources de valeur ajoutée, notamment les données fournies par les utilisateurs ou les gains issus de l'automatisation. Bien qu'il ne s'agisse pas, dans une large mesure, d'une compétence de l'UE, les institutions européennes pourraient promouvoir des mesures ou des orientations spécifiques en matière de politique fiscale par le biais de leurs recommandations spécifiques par pays.

Les propositions:

- **Soutenir une taxation plus élevée des gains en capital, convergeant avec le taux d'imposition des revenus du travail, par le biais de recommandations aux États membres, par exemple via une taxe sur les robots et l'intelligence artificielle, ou sur les dividendes et les stock-options. Les plus-values à court terme devraient être imposées à un taux plus élevé et des allégements fiscaux ciblés devraient être utilisés pour encourager un investissement productif durable.**

- **La progressivité de l'impôt sur le revenu des personnes physiques devrait être augmentée, de même que celle de l'impôt foncier, sur la base d'une évaluation actualisée des biens.**

- **Introduire un impôt sur la fortune à l'échelle de l'UE avec une affectation partielle au budget de l'UE, afin de réduire les inégalités croissantes et de faire en sorte que l'Union européenne dispose des moyens financiers nécessaires pour surmonter avec succès l'impact socio-économique de la pandémie, relancer son économie et réaliser les priorités politiques. Un impôt progressif sur le patrimoine accumulé des personnes physiques au-delà de 50 millions d'euros peut générer des revenus supplémentaires sans compromettre leur subsistance et leur bien-être, tout en fournissant des ressources cruciales pour les besoins de l'Europe.**

- **Il convient de dissuader les systèmes d'imposition qui, tels que l'imposition fondée sur la famille, enlèvent toute motivation aux seconds apporteurs de revenus (principalement les femmes) de participer au marché du travail.**

- **Continuer à mieux lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, notamment en supprimant toutes les échappatoires fiscales pour empêcher les transferts de bénéfices grâce à l'échange automatique d'informations et à l'ouverture de registres pour les sociétés et les bénéficiaires effectifs.**

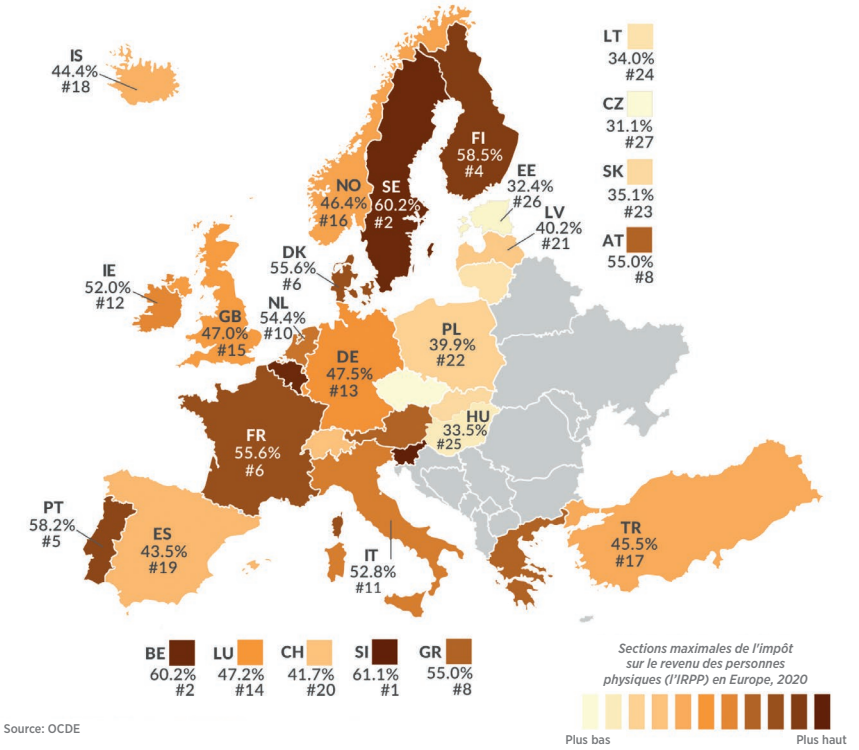
- Introduire un taux effectif minimum d'imposition des sociétés et une base commune d'imposition des sociétés en Europe par le biais d'une nouvelle législation européenne.

- Introduire de toute urgence un impôt européen sur les transactions financières.

- Moderniser les systèmes fiscaux afin d'inclure l'activité économique dans la sphère numérique.

- Le PSE prépare actuellement un document dédié aux politiques d'imposition progressive.

Sections maximales de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (l'IRPP) en Europe, 2020



Source: OCDE

TAX FOUNDATION @TaxFoundation

3.9 UN DROIT À LA NATURE

La nature constitue la base de la bonne santé et du bien-être de la population européenne. L'air pur, l'eau et la nourriture sont essentiels au maintien de la vie. L'environnement naturel offre des espaces de loisirs, de détente et d'interaction sociale, et les matières premières qui alimentent nos systèmes de production.[63] Pourtant, la pollution environnementale reste à l'origine de 13 % de tous les décès dans l'UE, en raison de l'exposition à la pollution au domicile, sur le lieu de travail et à l'extérieur.[64] Le changement climatique a également des conséquences négatives profondes sur des déterminants de la santé publique tels que l'air pur, l'eau potable, une alimentation et un logement suffisants.

Face à l'urgence d'intensifier les mesures de protection de la nature et d'atténuation du changement climatique, l'UE s'est engagée à atteindre l'objectif global de « bien vivre, dans les limites de notre planète ».[65] Pour concevoir des politiques qui tiennent pleinement compte du bien-être des personnes, il faut non seulement tenir compte du bien-être des générations actuelles, mais aussi veiller à ce que les générations futures puissent bénéficier d'un cadre de vie égal ou meilleur. Notre avenir, celui de nos enfants et celui de nombreuses générations à venir dépendent des actions que nous entreprenons aujourd'hui.

Les politiques environnementales et climatiques de l'UE ont permis de réaliser certains progrès, mais des problèmes importants persistent et risquent de s'aggraver.[66] Le capital naturel, composé d'actifs naturels (par exemple, le stock de ressources naturelles, la couverture des terres, la biodiversité des espèces) et d'écosystèmes et de leurs services (par exemple, les océans, les forêts, le sol et l'atmosphère), n'est pas illimité et doit donc être protégé. Nous sommes déjà confrontés à des signes alarmants liés au changement climatique et à la biodiversité. Le PSE a déjà présenté un ensemble ambitieux de propositions politiques avec sa brochure « Pour une transition juste » (2018)[67] et prépare actuellement une publication dédiée à l'économie circulaire. Les propositions ci-dessous viennent compléter ces publications.

La nature fait partie de notre programme de santé

La pollution environnementale est liée à toute une série de maladies, notamment le cancer, les maladies cardiaques, les accidents vasculaires cérébraux, les maladies respiratoires et les troubles neurologiques. La pollution atmosphérique et les températures élevées sont connues pour faire augmenter la mortalité. L'environnement urbain, en particulier, expose davantage les gens à la pollution atmosphérique, au bruit et aux produits chimiques, tout en offrant un accès moindre aux espaces verts que les personnes vivant en milieu rural.

Au cours des dernières années, des conditions climatiques extrêmes ont affecté des communautés dans toute l'Europe, générant des densités plus élevées de polluants dans l'air, provoquant des sécheresses et ayant un impact sur notre secteur agricole et, en fin de compte, entraînant également des décès prématurés. Les personnes les plus vulnérables de notre société sont davantage exposées à une charge de pollution plus élevée, les populations des régions européennes les plus pauvres étant exposées à des niveaux élevés de pollution atmosphérique et de bruit ainsi qu'à des températures élevées. Cela exacerbe fortement les inégalités existantes en matière de santé.[68]

Nous devons donc aborder de manière décisive la politique environnementale et climatique en tant qu'outil central de la protection de la santé publique dans l'ensemble de l'UE et au-delà. Un climat et un environnement sains et durables sont nécessaires pour mieux prévenir la propagation des maladies, réduire les risques professionnels tels que les coups de chaleur, et éviter les pénuries alimentaires dues aux catastrophes naturelles et aux conditions météorologiques inadéquates. Le Pacte vert pour l'Europe est l'outil central pour faire face à ces menaces et doit être soutenu afin d'améliorer la santé et la qualité de vie de la population européenne.

Les propositions:

- **Nous devons prendre des mesures plus strictes pour lutter contre la pollution et garantir la qualité de l'air. Cela implique de réduire l'impact des émissions dues au trafic et à la production d'énergie, tout en renforçant les normes de qualité de l'air, de l'eau et du sol dans l'ensemble de l'UE, notamment par le biais de plans d'action « zéro pollution » pour l'air, l'eau et le sol, comme le prévoit la proposition de la Commission européenne « Towards a zero-pollution ambition for a toxic free environment » (une ambition de zéro pollution pour un environnement sans substances toxiques).**

- **La stratégie « de la ferme à la table » joue un rôle essentiel pour rendre la production des aliments et les modes de consommation plus sains. Une meilleure alimentation constitue une base solide pour la prévention des maladies, ce qui améliore la santé publique à long terme.**

- **L'Union européenne doit réduire l'utilisation de pesticides chimiques, d'engrais et d'antibiotiques autorisés dans l'agriculture et la production alimentaire, et promouvoir des options alimentaires saines et abordables pour tous.**

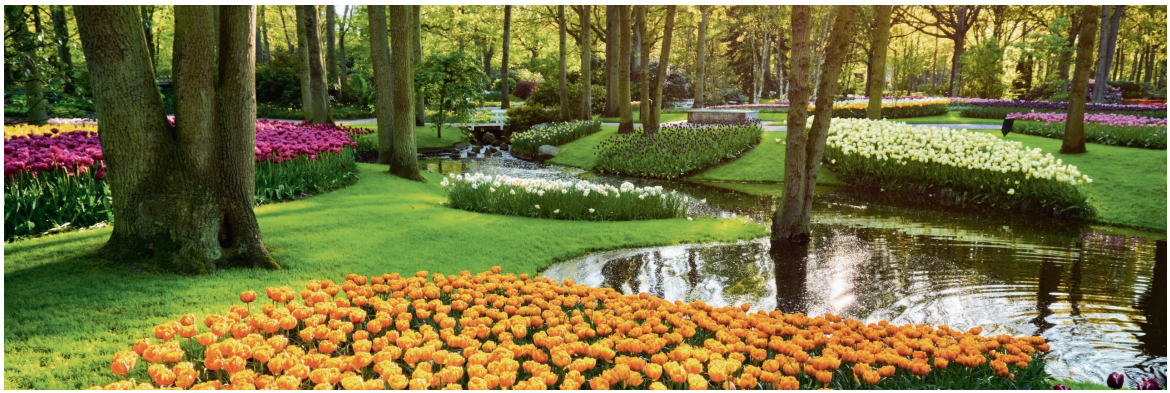
- **Une stratégie durable en matière de produits chimiques est nécessaire pour que l'UE puisse s'attaquer efficacement aux incidences de ces produits sur l'environnement et les consommateurs. De nouvelles preuves scientifiques doivent être incluses dans les réglementations relatives aux perturbateurs endocriniens et aux substances chimiques dangereuses présentes dans les produits de consommation.**

La nature, ses droits et les nôtres

Des écosystèmes sains, une meilleure protection et la restauration des forêts naturelles et des zones marines sont essentiels pour lutter contre le changement climatique et mettre un terme à la perte de biodiversité.[69] Ils sont également directement liés à notre propre bien-être. Les zones naturelles agissent également comme des réservoirs, que ce soit pour le stockage naturel du carbone, la biodiversité, les capacités de refroidissement ou la régénération des ressources naturelles. Ils contribuent à l'atténuation du changement climatique et fournissent des services écosystémiques à grande échelle. La nature augmente aussi les émotions positives et les sentiments de vitalité, et la proximité de la nature est fortement associée à des niveaux de stress plus bas, à moins de problèmes de santé mentale, à des niveaux de pollution atmosphérique réduits et, par conséquent, à des taux de mortalité plus faibles dus à la pollution atmosphérique, ainsi qu'à une meilleure qualité de vie globale. L'accès à la nature profite à toutes et tous, indépendamment de l'âge ou du statut socio-économique, et doit donc être pris en compte dans toutes les politiques liées à l'aménagement du territoire urbain et au développement régional.[70]

Les espaces verts, en particulier dans les zones urbaines, peuvent servir de lieux de refuge, tant d'un point de vue environnemental (chaleur, pollution…) que social (stress, solitude…). Dans les villes, ces espaces améliorent également la qualité de l'environnement urbain en filtrant l'air et l'eau, en produisant un effet de refroidissement et en atténuant le bruit. En d'autres termes, la nature fait du bien aux personnes. Les espaces verts ne sont pas seulement essentiels pour les usages récréatifs, en profiter a de grands avantages pour le bien-être[71] et la santé de la population. L'accessibilité et la proximité de ces espaces sont corrélées à une diminution des maladies respiratoires et de la santé mentale.[72] Pourtant, l'accès aux espaces verts est inégal pour la population, en grande partie en corrélation avec son statut socio-économique et la performance économique globale de l'État membre concerné, ce qui fait de l'accès à la nature une question d'égalité au sein de nos sociétés.[73]

Lorsque les pays du monde entier ont imposé des mesures de confinement pour enrayer la propagation du coronavirus, les terrains de jeux et les parcs ont soudainement été fermés, l'accès aux sentiers de randonnée coupé et les loisirs de plein air limités. De nombreux Européennes et Européens ont pris conscience de l'importance de passer du temps en plein air pour leur bien-être et de l'intérêt de disposer de suffisamment d'espace pour la nature dans les grandes villes.



Les propositions:

- Les indicateurs du capital naturel de l'OCDE pourraient être mieux suivis et l'impact des politiques de l'UE pourrait être évalué sur la même base.

- L'eau et l'assainissement sont des biens publics qui doivent être accessibles à toutes et à tous en Europe, tant dans les zones rurales qu'urbaines.

- Adopter des mesures claires contre l'artificialisation des sols, en surveillant la part des terres disponibles pour la végétation naturelle et en soutenant la végétalisation des zones artificialisées, notamment dans les villes.

- Une régénération urbaine stratégique et inclusive peut réduire les inégalités d'accès aux avantages liés à la nature et favoriser un environnement urbain équitable et résilient.

- La conditionnalité environnementale doit être introduite dans les règles appliqués au Fonds européen de développement régional (FEDER) et au Fonds de cohésion afin de garantir que tous les projets contribuent à la protection de notre environnement et à un meilleur accès à la nature.

- Augmenter le nombre et la qualité des zones protégées sur le continent et en mer afin de soutenir la reconstitution des stocks de biodiversité et d'accroître le captage naturel du carbone.

- Aux niveaux régional et national, les codes de construction et la gestion du trafic doivent être adaptés afin de garantir à toutes et à tous, mais surtout aux plus vulnérables qui ont été affectés de manière disproportionnée par l'absence d'espaces verts, un minimum de proximité pour ces derniers et de faibles niveaux de pollution sonore et atmosphérique.

- Continuer à promouvoir des villes plus durables, conformément à l'agenda du PSE pour des villes durables, tout en continuant à soutenir le développement rural.

Défendre un mode de vie européen plus durable

Nous devons radicalement transformer notre mode de vie. Il ne suffit pas de prendre des mesures graduelles pour modifier les technologies ou les processus de production. Nous devons accélérer et intensifier nos actions sur tous les fronts, tout en catalysant les changements de comportement afin de radicalement modifier nos modes de consommation et notre façon de vivre. La durabilité doit devenir le principe directeur de politiques ambitieuses et de grande envergure à tous les niveaux de la société. Une réglementation plus stricte en matière de pollution et de déchets doit être mise en œuvre et appliquée pour protéger l'environnement et la population.

Les propositions:

- La pollution plastique, notamment des océans, des lacs et des rivières de notre planète, doit cesser. Nous sommes favorables à l'interdiction des plastiques à usage unique et nous soutiendrons les mesures visant à réduire globalement leur utilisation à l'échelle mondiale. Cette interdiction devrait également être étendue aux microplastiques, qui sont dangereux autant pour l'environnement que pour les humains.

- Promouvoir et encourager les initiatives de « villes de transition ». Les villes de transition sont des projets communautaires qui visent à accroître l'autosuffisance afin de réduire les effets potentiels du changement climatique et de l'instabilité économique. Pour ce faire, on stimule la production d'énergie renouvelable, le changement de mode de vie, le logement communautaire, les monnaies locales alternatives, les cafés de réparation et les cafés communautaires utilisant des aliments qui, autrement, seraient gaspillés.

- Promouvoir des pratiques sociales, des technologies et des modèles d'entreprise novateurs. Dans le cadre de la gestion du trafic urbain, il convient de soutenir des solutions de transport public multimodal solides et intelligentes, y compris des services de partage de vélos et, le cas échéant, des services de covoiturage. Ces services de partage ne sont pas seulement une question de changement de comportement, mais ils représentent également de nouveaux modèles commerciaux et de nouvelles technologies (par exemple, les systèmes de réservation électronique, les GPS — ou systèmes de positionnement global, les voitures intelligentes).

- Promouvoir le partage des connaissances pour permettre la diffusion des initiatives locales et des innovations sociales afin de réduire les incertitudes liées au passage à de nouvelles technologies et pratiques.

- Pour permettre aux consommateurs de faire des choix durables, les labels verts doivent être mieux réglementés. Les labels délivrés par l'industrie et utilisés pour communiquer de « fausses allégations vertes » aux consommateurs doivent être interdits. Les labels de tiers indépendants et les labels approuvés et certifiés par les autorités doivent inclure toutes les mesures d'impact sur l'environnement nécessaires pour informer pleinement sur le produit et permettre aux consommateurs de faire un choix durable.

- Les stratégies d'obsolescence programmées doivent être combattues et sanctionnées.

- Une économie véritablement circulaire, fondée sur une réduction radicale des déchets et de l'utilisation des ressources, un passage complet aux sources d'énergie renouvelables et l'abandon de la logique linéaire de production-consommation-déchets au profit de la réutilisation, du recyclage et de la remise à neuf, sera l'économie de l'avenir. La Commission européenne a lancé son plan d'action pour une économie circulaire 2.0 et le PSE suggère des mesures supplémentaires dans sa brochure sur l'économie circulaire. L'économie circulaire sera très bénéfique pour la résilience économique, la croissance durable, la protection de l'environnement et la protection des consommateurs.

3.10 LA DÉMOCRATIE : ÉTENDRE LES DROITS INDIVIDUELS PAR L'ACTION COLLECTIVE

Pouvoir décider pour soi-même est une dimension essentielle du bien-être et de l'émancipation. Parallèlement à la défense de l'État de droit, de la liberté d'expression et de la laïcité, notre foi dans la démocratie a toujours été un moteur de notre action politique. Elle a été notre principale motivation dans notre lutte pour le suffrage universel. C'est ce qui nous a motivés dans notre quête de systèmes politiques modernes capables de représenter, d'inclure et de protéger pleinement les citoyennes et les citoyens.[74] Nous voulons que la démocratie à tous les niveaux, sur le lieu de travail, par l'engagement volontaire, dans les décisions qui affectent la vie quotidienne, fonctionne à nouveau pour la population.

La démocratie sur le lieu de travail

Le travail est plus qu'une simple source de revenus. Considérant que les gens passent la majorité de leur vie au travail, la qualité de l'environnement de travail est un facteur déterminant du bien-être. En outre, un emploi est également un élément crucial de l'identité personnelle et sociale des adultes. Avoir un emploi contribue à l'autosuffisance matérielle, mais c'est aussi un déterminant essentiel du bien-être subjectif, car le fait de travailler permet aux gens de mener une vie sociale, de communiquer et de s'épanouir.

Les modèles de gouvernance d'entreprise qui mettent l'accent sur la maximisation des profits à court terme et le rendement pour les actionnaires plutôt que sur la durabilité à long terme ont approfondi la brèche entre les travailleuses et les travailleurs et leurs employeurs. La montée en puissance des entreprises mondiales a déplacé les pouvoirs et créé un grand déséquilibre au détriment des travailleuses et des travailleurs. Il est donc essentiel de proposer et de promouvoir des modèles de gouvernance plus équitables pour les entreprises européennes, mettant en œuvre les principes de la démocratie économique dans la gestion d'une entreprise. Permettre aux travailleuses et travailleurs de s'exprimer davantage sur et au sein de l'entreprise pour laquelle ils travaillent pourrait contribuer à accroître leur bien-être.

La propriété pour les travailleuses et travailleurs, une relation d'emploi où ils et elles sont à la fois employés et propriétaires de l'entreprise, devrait être davantage encouragée en Europe. Dans le cadre de la crise économique actuelle, plusieurs fédérations nationales de coopératives de travailleurs prévoient une augmentation des rachats d'entreprises par les travailleuses et les travailleurs (transferts d'entreprises aux employés sous la forme de coopératives). Bien que les rachats d'entreprises par les travailleuses et travailleurs soient très complexes, ils constituent un mécanisme essentiel leur permettant de sauver leur emploi et de conserver les compétences locales dans leur communauté.

L'organisation, la mobilisation et la représentation des travailleuses et travailleurs par le biais des syndicats leur permettent d'exprimer leurs préoccupations et leurs attentes et de se faire entendre par les employeurs et les institutions. Les traditions nationales étant différentes, le mode de fonctionnement des syndicats, leur couverture et le nombre total d'adhérents varient au sein de l'UE. De nombreux pays observent un déclin de l'affiliation syndicale en raison de la baisse de l'emploi dans les secteurs traditionnellement syndiqués, de l'augmentation des formes de travail non traditionnelles et de l'application de politiques de l'emploi et de politiques gouvernementales qui sapent le rôle des syndicats.[75] Comme le souligne souvent la Confédération européenne des syndicats (CES), l'augmentation de la représentation syndicale et de la négociation collective permet d'améliorer les conditions de travail des employées et employés et contribue à leur bien-être sur le lieu de travail. Bien que l'UE n'ait qu'une compétence limitée dans ce domaine, elle peut favoriser la syndicalisation de plusieurs manières en promouvant des mesures visant à renforcer et à développer le dialogue social tout en protégeant l'autonomie des partenaires sociaux et leurs accords.

Les propositions:

- L'UE devrait promouvoir les principes et les règles de la codétermination et soutenir la participation des travailleuses et des travailleurs au processus décisionnel de l'entreprise, y compris la consultation en bonne et due forme lors des déménagements transfrontaliers, scissions et fusion, ainsi que la transparence fiscale et le dialogue territorial.

- L'UE devrait développer un partenariat pour la négociation collective, dans le but d'aboutir à des recommandations émanant du Conseil et à une directive-cadre sur la négociation collective. Une telle directive devrait inclure une solide clause de non-régression et devrait respecter l'autonomie des partenaires sociaux, y compris le droit de négocier et de conclure des conventions collectives et de mener toutes les formes d'action collective.

- Les travailleuses et travailleurs doivent être représentés dans les conseils d'administration des entreprises et la gestion participative doit être encouragée et renforcée.

- Renforcer la participation des travailleuses et travailleurs dans les entreprises, notamment par le biais de rachats, et améliorer la consultation des salariés en cas de restructuration.

- Réviser la directive sur les comités d'entreprise européens afin de renforcer la participation des travailleuses et travailleurs au processus décisionnel et à la négociation collective à l'échelle européenne en proposant un seuil inférieur à 1000 employés pour les entreprises transnationales concernées.

- Proposer une directive-cadre sur l'information, la consultation et la codétermination des travailleurs (Mitbestimmung).

- L'UE devrait assurer le suivi des accords conclus dans le cadre du dialogue social européen, tels que les deux conventions collectives sur le vieillissement actif et la protection de la santé et de la sécurité au travail dans les secteurs de la coiffure, et veiller à leur mise en œuvre. Elle devrait également encourager la conclusion d'un plus grand nombre d'accords entre les partenaires sociaux européens.

Mobilisation de la société civile

La société civile, qu'il s'agisse d'organisations de jeunesse, de syndicats, de clubs sportifs, de syndicats de protection de la nature ou d'organisations culturelles… offre à la population un espace de socialisation, d'échange, de proposition, de débat et de contribution à leurs communautés, au niveau local, national ou européen. Le bénévolat, l'adhésion à une association, l'implication au niveau local contribuent ainsi au bien-être de toutes et tous et aident chacun à se réaliser en tant que partie d'un collectif plus large.

Dans de nombreux pays, les ONG jouent également un rôle essentiel de contrepoids, de contrôle public et elles facilitent la participation active de la population aux affaires publiques tout en contribuant au débat démocratique. La société civile offre aux citoyennes et citoyens un moyen alternatif, hors élections, de faire entendre leur voix et de travailler pour la communauté.[76]

Bien qu'elles soient actives dans de nombreux domaines différents, les organisations de la société civile élargissent la portée de l'implication à d'autres domaines de la vie civique et peuvent contribuer à lutter contre l'éloignement des citoyennes et des citoyens de la représentation démocratique et/ou des processus politiques.

Les propositions:

- **Les ONG doivent être reconnues comme des organismes libres et indépendants en ce qui concerne leurs objectifs, leurs décisions et leurs activités. Elles ont le droit d'agir en toute indépendance et de défendre des positions différentes de celles des autorités avec lesquelles elles pourraient autrement coopérer.**

- **Les autorités locales et régionales, les partenaires sociaux, les ONG sociales et les autres organisations de la société civile doivent jouer un rôle important dans un espace civique vivant et large. Nous voulons impliquer les organisations représentant la population, y compris les syndicats et les organisations non gouvernementales, ainsi que les représentants des minorités dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et des mesures législatives.**

- **Nous devons soutenir l'éducation et le développement des jeunes au-delà des systèmes d'éducation formelle, notamment par le biais du volontariat.**

- **Certains partis membres du PSE (le Parti Socialiste français par exemple) demandent à leurs membres d'également s'impliquer auprès d'une autre organisation de la société civile, à côté de leur activité politique. Ces bonnes pratiques pourraient être promues au sein de notre famille.**

- **Nous devons veiller à ce que les parties prenantes et les ONG disposent d'un financement adéquat pour mener à bien leur travail, y compris à long terme, tandis que la société civile doit faire preuve d'ouverture, de responsabilité, de clarté et d'obligation de rendre des comptes en contrepartie du financement public reçu.**

- **Nous encourageons les processus décisionnels transparents, qui prévoient un espace partagé pour les autorités publiques, les institutions, les syndicats et les organisations de la société civile en vue de forger une relation constructive.**

- **Les mesures de soutien aux initiatives communautaires et aux organisations à but non lucratif doivent être conçues en tenant compte de la dimension intergénérationnelle, notamment l'accès à la culture et aux sports sous toutes leurs formes. Elles permettent de jeter des ponts entre les genres, les groupes de différentes origines, les classes sociales et les orientations sexuelles, en mettant en pratique les valeurs de tolérance et d'inclusion qui devraient être au cœur de nos sociétés.**

Participation civique dans le processus démocratique

Parmi de nombreux autres aspects, le bien-être des personnes est également déterminé par le niveau de participation de la population, son autonomisation, la transparence dans la prise de décision, ainsi que le sentiment de responsabilité collective. Les citoyennes et les citoyens ainsi que les organisations de la société civile doivent pouvoir s'organiser, participer et communiquer sans aucun obstacle. Des efforts doivent être faits pour rendre les espaces publics plus accueillants pour les femmes et les groupes minoritaires. Lorsque les gens ont la possibilité d'être entendus et d'apporter leur contribution dans un débat public, ils se sentent plus en sécurité, plus valorisés et ont davantage confiance dans les institutions publiques, ce qui se traduit par une plus grande satisfaction dans la vie.[77]

L'augmentation des inégalités, les changements technologiques, démographiques et environnementaux suscitent des craintes et des frustrations pour certaines parties de la population dans la plupart des États membres de l'UE. Cela alimente trop souvent le scepticisme envers la capacité des institutions démocratiquement élues à contrôler le cours des événements en leur nom ou en leur faveur. Cela alimente également le vote pour des partis radicaux, populistes, antisystèmes, sexistes et de plus en plus antidémocratiques, questionnant la cohésion de nos sociétés et de nos démocraties. La montée de la haine et des forces politiques qui sèment la discorde dans certains pays de l'UE met en péril nos démocraties et favorise l'inégalité et la discrimination à l'égard des groupes marginalisés, notamment les minorités ethniques et religieuses, les personnes LGBTI et les personnes handicapées. Nous devons veiller à ce que la démocratie fonctionne pour toutes et tous, et pas seulement pour ceux qui ont plus de pouvoir.

La participation des jeunes est également fondamentale lorsqu'il s'agit de voter. Les données des dernières élections européennes montrent une forte baisse de la participation des jeunes, ce qui ne signifie pas pour autant que les jeunes générations ne sont pas prêtes à s'engager. En outre, l'écart entre la participation de la génération la plus âgée et celle de la plus jeune se creuse. Nous devons aborder cette question pour assurer la pérennité de nos démocraties au fil des générations. Dans plusieurs endroits de l'Union européenne, souvent dans les grandes villes, une grande partie de la population ne peut pas du tout participer au processus démocratique et voter, parce qu'elle n'a soit pas la nationalité du pays ou n'est pas ressortissante d'un autre État membre de l'UE. Nous devons en tenir compte et envisager la participation démocratique des ressortissants de pays tiers, et leur donner le droit de contribuer aux décisions qui affectent leur vie quotidienne, en particulier au niveau local.

Le bien-être durable pour toute la population ne peut être atteint que si les citoyennes et les citoyens et les organisations de la société civile sont en mesure de s'identifier au système démocratique, ainsi que de s'impliquer dans la prise de décision et auprès des représentants politiques sur une base régulière. Cela est d'autant plus crucial au niveau local, où les citoyennes et les citoyens peuvent — et veulent — participer directement à la prise de décision et à la mise en œuvre ; lorsqu'ils perçoivent immédiatement la valeur ajoutée des nouvelles politiques et peuvent explorer et façonner des politiques qui concilient les besoins sociaux, écologiques et économiques.

La participation citoyenne, la responsabilité publique et la transparence sont toutes liées. Une meilleure transparence accroît les occasions de responsabilité publique. Et davantage de responsabilité publique accroît à son tour les chances de participation citoyenne, puisque la démocratie devient alors un processus continu, plutôt qu'un devoir de voter une fois de temps en temps.

ET ENGLISH
DÉMOCRATIE
MÊME PAS

Les propositions:

- Les citoyennes et les citoyens devraient avoir davantage de possibilités de partager leurs points de vue tout au long du processus décisionnel dans un format ouvert et accessible. Nous voulons renforcer les auditions et les consultations au sein des institutions européennes, et les rapprocher de la population, afin que chacun, où que l'on se trouve dans l'UE, puisse s'impliquer.

- L'UE devrait proposer des normes minimales pour le dialogue civil au niveau européen sur la base du traité de Lisbonne et la démocratie participative doit être renforcée à tous les niveaux de gouvernance, local, national et européen.

- L'UE pourrait développer un projet pilote correctement financé pour la budgétisation participative au niveau européen.

- Nous voulons des politiques d'intégration et de participation efficaces pour les ressortissants de pays tiers. Cela devrait inclure le droit de vote aux élections locales, afin de contribuer aux décisions qui affectent la vie quotidienne.

- Outre la démocratie représentative, d'autres modes de participation doivent être explorés et soutenus afin de garder impliquée la population entre les élections et tout au long des mandats électoraux. Des pratiques telles que les assemblées citoyennes, les panels de citoyennes et de citoyens choisis au hasard et le budget participatif devraient être utilisées plus souvent et développées pour compléter l'action des assemblées de représentants élus à tous les niveaux de la prise de décision.

- Afin d'encourager davantage la participation et la représentation des jeunes dans les forums politiques et de leur permettre de s'exprimer directement dans le processus décisionnel, nous soutenons les moyens d'augmenter le nombre de jeunes actifs dans la vie politique et publique, en mettant l'accent sur la participation des femmes. Les assemblées d'enfants et de jeunes devraient être plus nombreuses afin d'encourager le sens de la participation civique dès le plus jeune âge. Nous soutenons également la présence de plus de jeunes candidats à des postes éligibles sur les listes électorales des partis.

- Tous les dirigeants de l'UE devraient activement prévenir, sanctionner et éliminer les discours de haine et de division au sein de leurs partis et de leurs bureaux. Les récentes violations des droits des personnes LGBTI en Europe montrent que les États membres et l'UE doivent impérativement protéger leurs droits. L'adoption tant attendue de la directive anti-discrimination serait un pas important dans cette direction, tout comme la reconnaissance du mariage entre personnes du même genre dans tous les États membres de l'UE.

4 LE BIEN-ÊTRE EN TANT QU'OBJECTIF CENTRAL DE L'UE : JETER LES BASES D'UNE GOUVERNANCE RENOUVELÉE

La crise de la Covid-19 a contraint les gouvernements du monde entier à prendre des mesures extraordinaires, jugées impensables quelques semaines auparavant. Après cette crise, il ne sera pas possible de revenir au statu quo. Pour que l'UE soit plus qu'un marché et conserve sa pertinence aux yeux de la population, en tant que projet de solidarité qui apporte le progrès à tous, elle devra se fixer de nouvelles priorités. En tant que socialistes et démocrates, nous sommes convaincus que le fait de placer le bien-être comme objectif central des politiques de l'UE peut permettre de relever ce défi.

Cela impliquera de changer de nombreuses politiques et de revoir une grande partie de la gouvernance de l'UE. Si le défi est de taille, il est également clair que le socle des droits sociaux et les ODD des Nations unies offrent déjà un point d'ancrage solide à notre famille pour propulser ses valeurs et ses propositions politiques dans l'agenda de l'UE. Le bien-être nous donne l'occasion de pousser tous ces objectifs spécifiques dans l'élaboration des politiques de l'UE et d'offrir un contre-récit à ceux qui considèrent que l'Union n'est qu'une zone de libre marché ou bien encore un instrument servant à imposer un agenda ordolibéral.

FAIR
FREE
SUSTAIN
HE PROGRESSIV
EUROPE WE W
Congress
drid
ZITA GURMAI
Delegate

4.1 LA RÉPONSE DE L'UE À LA COVID-19 DOIT S'ORIENTER DAVANTAGE VERS UN MODÈLE ÉCONOMIQUE PLUS DURABLE ET PLUS ÉQUITABLE

Il ne fait aucun doute que la crise actuelle de la Covid-19 va nuire à l'emploi, aux entreprises et aux économies. Ce serait une erreur historique de les abandonner. Nous devons être solidaires des travailleuses et des travailleurs, soutenir les PME et soutenir les secteurs qui ont souffert afin d'atténuer dès maintenant l'impact social et économique de la Covid-19.

Dans le même temps, toute forme de soutien public au secteur privé, pour prévenir ou éviter une crise économique, doit être assortie de conditions claires. Nous ne pouvons pas répéter les erreurs du passé, lorsque les banques et le secteur financier ont commencé à parier contre ces mêmes États qui les ont sauvés de la faillite. Par rapport à la crise de 2008, les aides et garanties d'état devraient être assorties de conditions : maintenir l'emploi dans chaque entreprise soutenue en interdisant les licenciements, s'assurer que l'argent est utilisé pour la relance en interdisant le versement de dividendes et de primes pour les entreprises soutenues par les deniers publics.

Le changement climatique, les inégalités et la numérisation ne disparaîtront pas à la suite de la Covid-19. Si des sommes publiques massives doivent être injectées dans l'économie, elles devraient contribuer à un système économique plus équitable et plus durable plutôt que de finir par être confisquées par quelques heureux élus lorsque tout sera « revenu à la normale ». En cas de soutien massif à des entreprises spécifiques, les autorités publiques devraient en devenir actionnaires et utiliser cette position pour les pousser vers le développement durable et l'amélioration des pratiques sociales, ou du moins pour pouvoir bénéficier d'une part des futurs bénéfices de l'entreprise.

Le PSE a élaboré un plan complet de contention et de relance après la Covid-19. Les propositions suivantes y font fortement écho.

Les propositions:

- Les fonds européens alloués dans le cadre de la stratégie de relance devraient d'abord soutenir les secteurs durables. Ils doivent être accompagnés d'un ensemble clair de clauses sociales et de durabilité que chaque entreprise doit respecter.

- Aucun dividende ou bonus ne devrait être versé par les entreprises qui ont bénéficié d'une aide publique post-Covid-19.

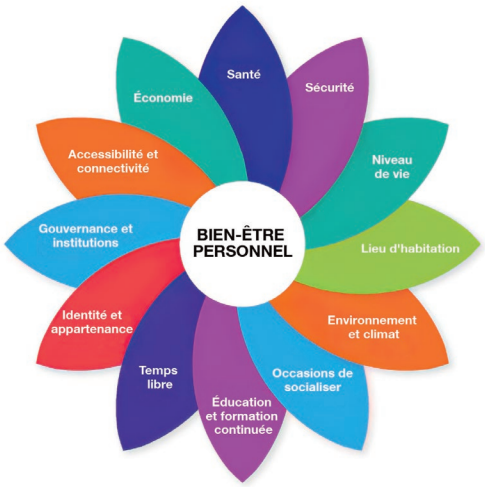
- Toute aide publique devrait être conditionnée au plafonnement des salaires les plus élevés dans les entreprises bénéficiant d'aide, tout en poussant pour une augmentation des salaires les plus bas, en particulier pour celles et ceux qui ont continué à travailler pendant toute la durée de l'épidémie pour assurer les services essentiels, tant dans les institutions publiques (soins de santé, police, collecte des déchets) que dans le secteur privé (supermarchés, livraisons, travailleurs de plateformes…)

- Plus généralement, l'UE devrait élaborer une stratégie globale de rétablissement social visant à soutenir et à coordonner les réponses nationales afin de protéger les personnes qui ont été les plus touchées par la Covid-19 et à développer des sociétés plus résilientes et plus égalitaires dans l'avenir. Cette stratégie européenne de rétablissement social doit intégrer la dimension de genre afin que les femmes ne soient pas plus exposées que les hommes aux effets négatifs de la crise.

- Pour être prête à affronter les crises futures, l'Union européenne devrait s'appuyer sur l'Instrument européen de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (instrument SURE) et mettre en place un régime européen de réassurance chômage permanent et à part entière afin d'intervenir non seulement pour soutenir les systèmes de chômage, en particulier pour les dispositifs de chômage partiel et d'indemnisation des revenus, mais aussi pour permettre à ces mesures d'être mises en place, opérationnelles et universellement accessibles dans tous les États membres.

4.2 LE BIEN-ÊTRE DEVRAIT DEVENIR LE PRINCIPE DIRECTEUR D'UN SEMESTRE EUROPÉEN RÉVISÉ

La création d'un portefeuille pour une « économie au service des personnes » au sein de la Commission européenne est un premier pas dans la bonne direction. Cela devrait pousser la politique économique à mieux soutenir des objectifs sociétaux et environnementaux plus larges. Ce changement d'orientation est en partie confirmé par le passage de l'examen annuel de la croissance à une stratégie annuelle pour une croissance durable, qui intègre mieux les ODD dans le Semestre européen. Néanmoins, ce changement n'est pas encore acquis et restera une bataille politique ouverte pour les années à venir. Cela représente une grande opportunité pour nous de mettre l'objectif du bien-être dans toutes ses dimensions au cœur des politiques de l'UE et de montrer que le bien-être de la population est la priorité de l'UE, le véritable principe directeur de toutes les politiques de l'UE et des États membres. Le Semestre européen est l'outil que nous pouvons utiliser pour faire avancer l'objectif du bien-être, et il doit être réformé en conséquence.



Les objectifs fiscaux existants devraient être couplés et mis sur un pied d'égalité avec les objectifs de durabilité dans les domaines social, de l'emploi et de l'environnement. Une série d'indicateurs du bien-être devraient être pris en considération pour un Semestre européen renouvelé et une stratégie de croissance plus sociale et durable.

Ces indicateurs pourraient, entre autres, refléter la capacité d'une société à répondre aux besoins humains fondamentaux de sa population, à mettre en place les éléments de base qui permettent aux citoyennes, aux citoyens et à leurs communautés d'améliorer et de maintenir leur qualité de vie, et à créer les conditions permettant à tous les individus de réaliser pleinement leur potentiel.[78] Il s'agirait de compléter les séries de données existantes, telles que celles produites par Eurostat pour mieux surveiller les inégalités, les niveaux de salaire, la pauvreté, l'inclusion, l'accès aux services publics, à l'éducation[79] ainsi qu'au logement, l'accès à la nature, la biodiversité, etc., et de les utiliser pour alimenter la conception, l'appréciation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques européennes et nationales.

Les propositions:

- **Le Semestre européen devrait mesurer et poursuivre les objectifs et indicateurs de la politique de durabilité et de bien-être, avec des objectifs politiques clairs, quantifiés et mesurables, en plus des objectifs budgétaires définis dans la législation dite des six and two packs. La mesure de la performance de la croissance basée sur le PIB doit être élargie pour inclure un ensemble d'indicateurs synthétiques de performance basés sur les ODD de l'ONU et sur la**

notion de bien-être équitable et durable, y compris l'objectif d'égalité des genres.

- L'UE devrait développer et surveiller régulièrement une série d'indicateurs du bien-être, en complétant, actualisant et affinant les séries de données existantes, afin de fournir une évaluation globale du bien-être dans les États membres de l'UE et de soutenir le développement de ses politiques socio-économiques et environnementales sur la base de données probantes.

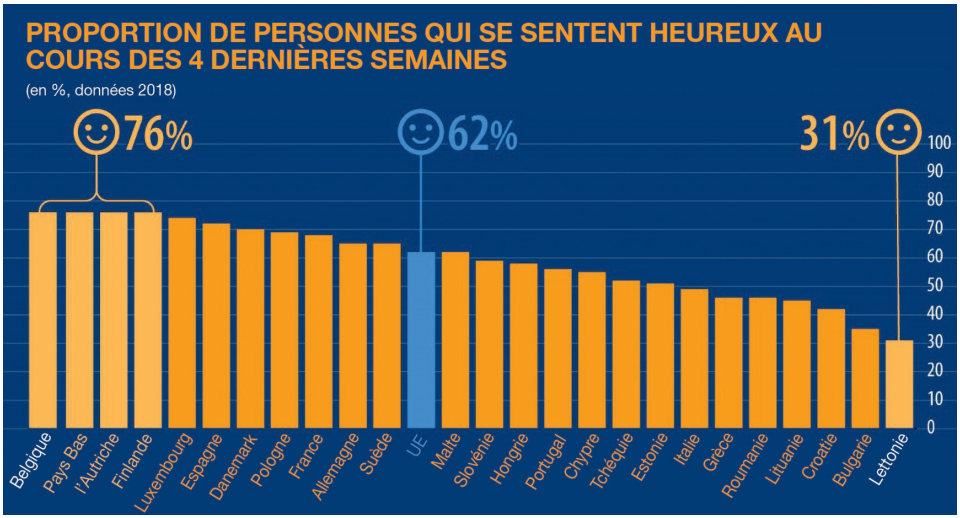
- Réviser le Pacte de stabilité et de croissance pour en faire un Pacte de développement durable dans lequel les objectifs budgétaires en matière de dette et de déficit et les autres objectifs de durabilité dans le domaine social, de l'emploi et de l'environnement sont pris en considération sur un pied d'égalité.

- Des politiques budgétaires pour un bien-être équitable et durable : L'intégration d'objectifs et d'indicateurs de durabilité dans un Semestre européen recentré n'aurait guère de sens si elle n'avait pas d'incidence sur les budgets nationaux et européens. Il doit y avoir une forte cohérence entre les objectifs politiques et les moyens budgétaires. Le CFP, l'orientation budgétaire de la zone euro, les missions confiées à la Banque européenne d'investissement, les projets de plans budgétaires nationaux et les programmes nationaux de stabilité et de convergence qui en découlent doivent refléter clairement les engagements politiques en faveur du développement durable et des ODD, sur la base d'objectifs politiques bien identifiés.

- L'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire devrait être une pratique courante aux niveaux européen, national et local.

- L'impact des règles actuelles de l'UE en matière d'aides d'état sur la capacité d'investissement des autorités locales et régionales doit être évalué et, le cas échéant, revu afin que ces autorités soient plus performantes dans le domaine des infrastructures et des services.

- La stratégie Europe 2020, le programme de l'UE pour la croissance et l'emploi pour la décennie en cours, arrive à son terme sans aucune succession en vue pour le moment. C'est l'occasion rêvée de proposer un programme complet du bien-être pour en assurer la relève.



CONCLUSION

Placer le bien-être des personnes au cœur de toutes les politiques est fondamental pour relever les nombreux défis complexes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Pendant trop longtemps, l'UE s'est concentrée sur la seule croissance économique, avec une vision étroite de ce qui constitue le progrès social. Nous pouvons et devons continuer à renforcer nos économies, mais les gains économiques doivent être utilisés pour améliorer le bien-être des personnes dans tous les domaines. Garantir le bien-être des citoyennes et des citoyens devrait devenir l'objectif premier de l'Union européenne. Il est grand temps que l'UE prenne des mesures concrètes pour y parvenir. Aujourd'hui, nous avons l'occasion de faire avancer ce sujet et de promouvoir notre vision d'une Europe durable.

Le PSE s'est engagé depuis longtemps à défendre des mesures susceptibles d'améliorer le bien-être dans différents domaines. Nous en appelons désormais à un programme global de bien-être progressiste qui place les aspects sociaux, sociétaux et environnementaux sous le même chapeau et propose des solutions claires pour améliorer la qualité vie de la population, aujourd'hui et demain.

ANNEXE : DU PIB AU BIEN-ÊTRE

Le PIB présente d'importantes lacunes, car il ne peut saisir toutes les dimensions du bien-être des personnes. Le PIB à lui seul n'en dit rien sur la qualité de la vie, notamment si les personnes ont du temps libre, des relations sociales stables ou un environnement de travail de bonne qualité.[80] De nombreuses études ont montré que la croissance économique n'entraîne pas nécessairement une croissance similaire des revenus des ménages, des niveaux plus élevés de bien-être subjectif, de cohésion sociale et d'égalité ni n'améliore la qualité de la gouvernance et des institutions publiques.[81] De plus, le fait d'encourager une croissance économique constante par le biais d'une production toujours plus importante, d'une surproduction et d'une accumulation de richesses entre les mains de quelques-uns conduit à un épuisement plus rapide des ressources naturelles et à une dégradation des écosystèmes.[82]

En raison de ces lacunes, le débat portant sur «le progrès au-delà du PIB » a gagné en visibilité au fil des ans, que ce soit au sein des agences internationales, notamment les Nations unies, l'OCDE et la Banque mondiale, ou au sein de l'UE et des gouvernements nationaux. Le débat a évolué et a conduit à un certain nombre de développements dans la recherche sur le développement mondial, ainsi que dans la sphère politique :

- 1990 : Le PNUD publie le premier Rapport sur le Développement humain avec une approche multidimensionnelle et un indice de développement humain.[83]

- 2000 : La Banque mondiale publie son Rapport sur le développement dans le monde. Il est centré sur la pauvreté multidimensionnelle.[84]

- 2000 : les dirigeants mondiaux adoptent les objectifs du millénaire pour le développement ;

- 2009 : la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi publie son rapport sur la mesure des performances économiques et du progrès social.[85]

- 2009 : la Commission européenne publie sa communication intitulée « Le PIB et au-delà. Mesurer le progrès dans un monde en mutation ».[86]

- 2011 : l'OCDE lance « L'initiative du vivre mieux » ;

- 2015 : les dirigeants mondiaux adoptent le programme de développement 2030 ;

- 2018 : Création de la Wellbeing Economy Alliance

- 2019 : Le Conseil de l'UE adopte des conclusions sur l'économie du bien-être sous la présidence finlandaise ;

Un changement institutionnel est en train de s'opérer, passant de la considération du développement humain d'un point de vue uniquement économique à une approche multidimensionnelle reflétant mieux les dimensions sociales. Les objectifs du millénaire, auxquels ont succédé les objectifs de développement durable, ont fourni l'occasion d'aborder le développement en tant qu'interaction entre de nombreux facteurs différents qui vont au-delà du PIB. Au sein de l'OCDE, de nouvelles idées sur la mesure du progrès social ont commencé à influencer les gouvernements pour qu'ils améliorent les cadres orientant l'élaboration des politiques.

Plus récemment, plusieurs gouvernements nationaux, principalement de centre gauche, ont également été le fer de lance de l'évolution vers l'économie du bien-être en intégrant le bien-être dans leurs programmes économiques nationaux et leurs discussions budgétaires. La Finlande est l'un de ces pays.[87] Certains pays et organisations se sont même regroupés au sein de la Wellbeing Economy Alliance.[88] Cette dernière vise à encourager les gouvernements à placer le bien-être au centre de leurs préoccupations et à réorganiser leurs budgets en conséquence.[89] La Suède, à l'initiative de Stefan Löfven, mais aussi l'Italie, la France, l'Écosse, la Lettonie, la Slovénie sont des exemples d'États membres de l'UE qui utilisent le concept de bien-être pour orienter leurs initiatives politiques.[90]

En dehors de l'Europe, la Nouvelle-Zélande est un exemple de bonnes pratiques, où la coalition menée par le gouvernement de la Première ministre travailliste Jacinda Ardern a placé le bien-être au cœur de son programme politique depuis son élection en 2017. Le budget 2019 du pays est le premier du monde occidental à avoir été élaboré sur la base du concept du bien-être, avec une allocation budgétaire ambitieuse pour la diminution des inégalités, le financement de la santé mentale et la lutte contre la pauvreté des enfants et la violence domestique.[91]

Jacinda Ardern, Premier ministre de la Nouvelle-Zélande

RÉFÉRENCES

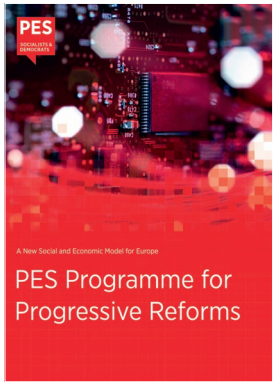
1 Léon Blum, Les devoirs et les tâches du socialisme, éditions de la Liberté, 1945
2 Wellbeing Economy Alliance (2020) WEAll Briefing Papers Little Summaries of Big Issues, Understanding Wellbeing https://wellbeingeconomy.org/wp-content/uploads/2020/08/WEAll-Understanding-Wellbeing.pdf
3 Ou comme le disent Louka Katseli et Poul Nyrup Rasmussen, « L'Europe doit inscrire le bien-être durable pour toutes et tous au cœur de ses préoccupations », Social Europe, 10 décembre 2018.
4 Manifeste du PSE 2019 pour les élections européennes, adopté à Madrid en février 2020
5 Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Prochaines étapes pour un avenir européen durable. Action européenne en faveur de la durabilité, COM(2016)739 final Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions Mise en place d'un socle européen des droits sociaux, COM(2017) 250 final
6 Programme de la présidence finlandaise du Conseil du 1er juillet au 31 décembre 2019, « Europe durable — Avenir durable », https://eu2019.fi/fr/programme
7 Discours du Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría sur l'économie du bien-être lors de la réunion EPSCO du 8 juillet 2019, https://www.oecd.org/about/secretary-general/economy-of-well-being-brussels-july-2019.htm
8 Conseil de l'Union européenne, Synthèse du document d'information de l'OCDE intitulé « Créer des opportunités pour améliorer le bien-être des personnes et la croissance économique », 21 juin 2019, https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-10414-2019-INIT/fr/pdf, p. 3.
9 Mattila, Pirkko, « The Economy of Wellbeing: A holistic approach to tackle future challenges », 21 février 2019, https://www.openaccessgovernment.org/the-economy-of-wellbeing/59441/
10 Mattila, op. cit ; Présidence finlandaise du Conseil, « L'économie du bien-être dans l'UE : le bien-être de la population stimule la croissance économique », op. cit.
11 Conclusions du Conseil du 8 juin 2020 sur l'amélioration du bien-être au travail https://www.consilium.europa.eu/media/44350/st08688-en20.pdf
12 Art3§3 TUE
13 Pour plus d'informations sur le débat portant sur « au-delà du PIB », voir l'annexe P : 55
14 Romina Boarini, Alexandre Kolev, Allister McGregor (2014), « Measuring well-being and progress in countries at different stages of development: Towards a more universal conceptual framework »
15 COM (2009) 433 final
16 Conseil, résumé analytique, op. cit., p. 2 ; Discours du Secrétaire général de l'OCDE du 8 juillet 2019, op. cit.
17 Il pourrait, par exemple, soutenir les arguments avancés dans les documents de contexte politique du Manifeste du PSE, et plus particulièrement dans les pages 45 et 46.
18 https://issuu.com/pes_pse/docs/brochure_prog-reforms-french
19 https://issuu.com/pes_pse/docs/digital_fr
20 https://issuu.com/pes_pse/docs/inequalities_fr
21 https://issuu.com/pes_pse/docs/just_transition_fr
22 Progressive Society, Rapport de la Commission indépendante pour l'égalité durable | 2019-2024, S&D, novembre 2018.
23 UNESCO : Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles, août 1982
24 Culture Action Europe (2013), Measure the impact of culture on wellbeing: A definition shaped by a desire for the future, https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwil9Jit84rqAhUDDewKHb7sD20QFjAAegQIAxAB&url=https%3A%2F%2Fcultureactioneurope.org%2Fdownload%2F%3Ffilename%3D%2Ffiles%2F2013%2F12%2Fculture-and-well-being-reflection-paper.pdf&usg=AOvVaw1xLIhKyIiAeYaqh0FK396z
25 Réseau ministériel du PSE sur la culture (2020), « Socialists and Democrats, we stand for culture in Europe! » https://www.pes.eu/export/sites/default/.galleries/Documents-gallery/PES-Culture-Ministers-joint-declaration-15062020.pdf_2063069299.pdf
26 Eurostat, 31.01.2020, « 1 in 10 employed persons at risk of poverty in 2018 »https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/DDN-20200131-2
27 Eurofound (2017) In-work poverty in the EU, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg.
28 Banque mondiale (2019) Rapport sur le développement dans le monde 2019 : Le travail en mutation. Banque mondiale, Washington, DC
29 Aristea Koukiadaki & Ioannis Katsaroumpas (2017) Temporary contracts, precarious employment, employees' fundamental rights and EU employment law, Parlement européen, Département thématique des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles.
30 FEPS, What is the European Dream, Survey on European Dreams for the future of Europe, 2020
31 Dans les années 1980, le revenu disponible moyen des 10% les plus riches était environ sept fois supérieur à celui des 10% les plus pauvres. Il est aujourd'hui 9,7 fois plus élevé. OCDE, The Economy of Well-being - Creating opportunities for people's well-being and economic growth Document de traval SDD No. 102, 18 septembre 2019
32 Commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen Projet de rapport sur l'accès à un logement décent et abordable pour tous (2019/2187[INI]), p.9
33 Housing Europe (2019) The State of Housing In the EU 2019 file:///C:/Users/ivana.bartolac/Downloads/Publication%202019%20for%20WEB.pdf
34 Voir le plan d'action de l'UE « Urban Agenda Housing Partnership », 2018, https://ec.europa.eu/futurium/en/housing/housing-partnership-action-plan, p. 10-12
35 De Spiegelaere, Stan & Piasna, Agnieszka (2017) Le pourquoi et le comment de la réduction du temps de travail, ETUI.
36 Brochure du PSE « Lutter contre les inégalités au sein de l'Union européenne », 2018, p. 29
37 Résolution du Congrès du PSE « Social Europe », Lisbonne 2018, p. 4 ; Déclaration ministérielle EPSCO du PSE « À Social Turn for Europe » 22.10.2017, p. 2.
38 Tamás Boros, Maria Freitas, David Rinaldi, Ania Skrzypek, (2020) What is the European Dream? Survey on European Dreams for the Future of Europe FEPS & Policy Solutions, p. 22
39 Reuters 15 août 2020, German union IG Metall backs four-day week to save jobs
40 Comme le montrent les principales conclusions du dernier numéro du questionnaire ESENER de l'EU-OSHA.
41 Tamás Boros, Maria Freitas, David Rinaldi, Ania Skrzypek, (2020) What is the European Dream? Survey on European Dreams for the Future of Europe FEPS & Policy Solutions, p. 27
42 OCDE (2020), Comment va la vie ? 2020 : Mesurer le bien-être, Éditions OCDE, Paris

43 Tamás Boros, Maria Freitas, David Rinaldi, Ania Skrzypek, (2020) What is the European Dream? Survey on European Dreams for the Future of Europe FEPS & Policy Solutions, p. 47
44 OCDE (2015), Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous, Éditions OCDE, Paris.
45 OCDE (2018), Is the Last Mile the Longest? Economic Gains from Gender Equality in Nordic Countries, Editions OCDE, Paris.
46 Résolution du Congrès du PSE « For a Stronger Democracy in Europe », Lisbonne 2018, p. 4; Document de travail du PSE Pour une Europe plus progressiste — Programme de travail de la Commission européenne 2019-2024, p 131
47 Barbieri David et al. (2017) Gender, skills and precarious work in the EU, EIGE, Vilnius
48 https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2014-vaw-survey-at-a-glance-oct14_fr.pdf
49 Radcliff, B. (2013), The political economy of human happiness: How voters' choices determine the quality of life, Cambridge University Press.
50 Tel qu'avancé par Progressive Society du S&D, Rapport de la Commission indépendante pour l'égalité durable.
51 Eurofound (2015) Access to social benefits: Reducing non-take-up, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg.
52 Eurofound (2015) Access to social benefits: Reducing non-take-up, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg p. 5
53 Eurofound (2015) Access to social benefits: Reducing non-take-up, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg.
54 Eurofound (2015) Access to social benefits: Reducing non-take-up, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg.
55 Eurofound (2015) Access to social benefits: Reducing non-take-up, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg.
56 EAPN (2017) Marchés du travail inclusifs — Construire des approches de parcours vers un emploi de qualité
57 Conclusions du Conseil (2015) La promotion de l'économie sociale en tant que vecteur essentiel du développement économique et social en Europe 15071/15
58 Commission européenne (2020) Social enterprises and their ecosystems in Europe, Comparative synthesis report - Résumé analytique, Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2020
59 CESE (2019) Entreprises de l'économie sociale https://www.eesc.europa.eu/sites/default/files/files/qe-03-19-796-fr-n.pdf
60 Briefing Septembre2016 EPRS | Service de recherche du Parlement européen Auteure : Marie-Laure Augère-Granier Service de recherche pour les députés ENPE 586.650 Short food supply chains and local food systems in the EU
61 Brochure du PSE « Lutter contre les inégalités au sein de l'Union européenne », 2018, p. 5
62 Cédric Hugrée, Étienne Penissat et Alexis Spire ; Les classes sociales en Europe, tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent, 2017, Agone, p44.
63 ISSN 1977-8449 Healthy environment, healthy lives: how the environment influences health and well-being in Europe, Rapport AEE n°21/2019.
64 ISSN 1977-8449 Healthy environment, healthy lives: how the environment influences health and well-being in Europe, Rapport AEE n°21/2019.
65 Décision n° 1386/2013/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 relative à un programme d'action général de l'Union pour l'environnement à l'horizon 2020 « Bien vivre, dans les limites de notre planète »
66 Agence européenne pour l'environnement, 2019, SOER 2020 — At a glance https://www.eea.europa.eu/soer-2020/at-a-glance
67 Brochure du PSE « Pour une transition juste, Emplois verts décents, Économie modernisée, Bien-être des citoyens », préparée par le Réseau Environnement et Changement climatique du PSE, novembre 2018.
68 Agence européenne pour l'environnement, 2019, SOER 2020 — At a glance https://www.eea.europa.eu/soer-2020/at-a-glance
69 OCDE (2020), Comment va la vie ? 2020 : Mesurer le bien-être, Éditions OCDE, Paris
70 Tyrväinen, L et al. (2014) The influence of urban green environments on stress relief measures: A field experiment. Journal of Environmental Psychology,
71 IEEP (2017), Nature For Health And Equity, Institute For European Environmental Policy, Bruxelles http://www.foeeurope.org/sites/default/files/biodiversity/2017/briefing-nature-health-and-equity-march-2017.pdf
72 Barton, Rogerson (2017): The importance of greenspace for mental health, BJPsych Internaltional
73 IEEP (2017), Nature For Health And Equity, Institute For European Environmental Policy, Bruxelles http://www.foeeurope.org/sites/default/files/biodiversity/2017/briefing-nature-health-and-equity-march-2017.pdf
74 Résolution du Congrès du PSE « EQUAL SOCIETIES: FOR A STRONGER DEMOCRACY IN EUROPE » adoptée à Lisbonne le 7 décembre 2018
75 CES (2020) « Des États membres échouent à protéger la négociation collective : 3,3 millions de travailleurs sont perdants »https://www.etuc.org/fr/pressrelease/des-etats-membres-echouent-proteger-la-negociation-collective-33-millions-de
76 Conseil de l'Europe Code of Good Practice a Civil Participation in the Decision-Making Process, 2009
77 Stiglitz, J., A. Sen et J-P. Fitoussi (2009), « Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », Paris
78 Tel que présenté par The Social Progress Imperative dans le cadre de son Index du progrès social
79 La CES travaille actuellement sur une telle série d'indicateurs et en a annoncé une première présentation pour décembre 2020.
80 Ed Diener & Martin E.P. Seligman (2004) Beyond Money Toward an Economy of Well-Being, American Psychological Society 5(1)
81 PNUD (2013), Rapport sur le Développement humain 2013: L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié Programme des Nations unies pour le développement, New York
82 Lorenzo Fioramonti (2016), « Well-being Economy A Scenario for a Post-growth Horizontal Governance System »
83 PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) (1990), Rapport sur le Développement humain 1990 : Concept et mesure du développement humain. Oxford University Press: Oxford
84 PNUD (2013), Rapport sur le Développement humain 2013: L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié Programme des Nations unies pour le développement, New York
85 Stiglitz, J., A. Sen et J-P. Fitoussi (2009), « Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », Paris
86 COM(2009) 433 final

87 Mattila, op. cit.
88 https://news.gov.scot/speeches-and-briefings/wellbeing-economy-alliance-conference
89 Stiglitz, Joseph, « Beyond GDP », Social Europe, 7 janvier 2019, https://www.socialeurope.eu/beyond-gdp
90 Discours du Secrétaire général de l'OCDE du 8 juillet 2019, op. cit.
91 Ainge Roy, Eleanor, " New Zealand 'wellbeing' budget promises billions to care for most vulnerable ", The Guardian, 30 mai 2019, https://www.theguardian.com/world/2019/may/30/new-zealand-wellbeing-budget-jacinda-ardern-unveils-billions-to-care-for-most-vulnerable

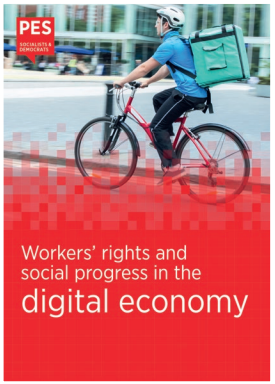
PUBLICATIONS DU PSE

mai 2016

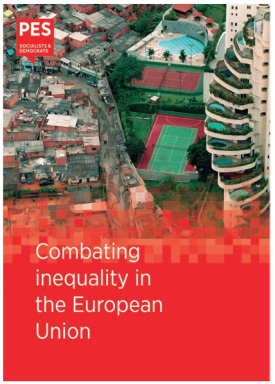


juillet 2017

septembre 2017



octobre 2018



novembre 2018

octobre 2018

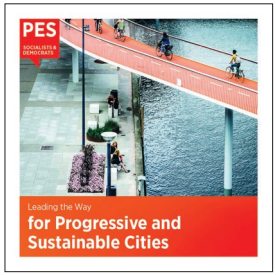
juin 2020

juillet 2020

septembre 2020

janvier 2021

février 2021



avril 2021

octobre 2021

www.pes.eu/en/news-events/events/pes-brochures
Disponibles en anglais, français, allemand et espagnol

Austria SPÖ

Belgium PS

Belgium Vooruit

Bulgaria BSP

Croatia SDP

Cyprus EDEK

Czech Republic CSSD

Denmark SD

Estonia SDE

Finland SDP

France PS

Germany SPD

Greece PASOK

Hungary MSZP

Ireland Labour

Italy PD

Italy PSI

Latvia Saskana

Lithuania LSDP

Luxembourg LSAP

Malta Labour

Netherlands PvdA

N. Ireland SDLP

Norway LP

Poland UP

Poland SLD

Portugal PS

Romania PSD

Slovakia SMER

Slovenia SD

Spain PSOE

Sweden SAP

UK Labour

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à contacter Antoine Mertzeisen, conseiller du PSE pour les politiques sociales et de l'emploi : antoine.mertzeisen@pes.eu

Suivez-nous sur
www.facebook.com/pes.pse
www.twitter.com/pes_pse.
Instagram/pes_pse
www.pes.eu

Parti socialiste européen (PSE)
10–12 Rue Guimard
1040 Bruxelles
Belgique
T +32 2 548 90 80
info@pes.eu

Cette publication a reçu le soutien financier du Parlement européen. L'auteur est seul responsable et le Parlement européen n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues. Cette brochure a été imprimée sur du papier recyclé avec des encres à base d'eau sans danger pour l'environnement.

février 2021

AISBL-BBCE-N 0897.208-032